

QUESTION DES MIGRANTS :

8

RÉALITÉ DU MARCHÉ DU TRAVAIL
CONTRE NATIONALISME DE LA SOCIÉTÉ
CIVILE

MAI 2016

DOCUMENT DE TRAVAIL

1 €

0,5 £

1 US\$

30 CZK

75 Rs

AVERTISSEMENT

Nous remercions Monsieur G. Bouvin qui, en tant qu'éditeur responsable, nous permet de publier et de diffuser légalement cette publication. Nous précisons que Monsieur G. Bouvin n'est pas responsable du contenu politique des articles et plus généralement des positions programmatiques défendues dans notre presse.

PRÉSENTATION

Ce document n'est publié pour l'instant qu'en français et en anglais et en tant que document de travail. Le texte est arrivé à maturité, c'est pourquoi nous le livrons, sous forme de document de travail, à la critique des camarades sans attendre d'autres développements de la situation. Critique dont nous tiendrons compte dans la publication éventuelle d'une autre brochure qui sera, alors, traduite dans plusieurs langues, comme à l'accoutumée.

CONTACTS

Kolektivně **proti** kapitálu

Consulter le site : <http://protikapitalu.org/>

Mouvement Communiste

Ecrire sans autre mention, à : BP 380, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique.

Consulter le site : <http://www.mouvement-communiste.com>

TABLE DES MATIERES

<u>INTRODUCTION</u>	2
<u>LOI DE POPULATION DU MPC, SURPOPULATION RELATIVE ET MIGRATION DES FORCES DE TRAVAIL</u>	4
<u>LES DIFFERENTS TYPES DE SURPOPULATION RELATIVE</u>	8
<u>LE PHENOMENE MIGRATOIRE EST INHERENT A L'HUMANITE</u>	12
<u>ÉTUDES DE CAS</u>	18
LE CAS ALLEMAND	18
LE CAS HONGROIS	20
LE CAS FRANÇAIS	22
LE CAS SUEDOIS	24
LE CAS TCHEQUE	25
PANORAMA	25
L'IMMIGRATION AVANT ET PENDANT LA CRISE DE 2008	26
LES ENTREPRISES, L'ÉTAT, LA SOCIÉTÉ CIVILE	27
LE CAS ITALIEN	29
LE CAS GREC	30
<u>CRISE MIGRATOIRE ET CRISE EUROPÉENNE</u>	32
<u>EN GUISE DE CONCLUSION</u>	34

INTRODUCTION

Les pays capitalistes avancés, la zone européenne en particulier, font face à une importante vague migratoire depuis 2012-2013. Dans la zone OCDE, en 2014, plus de 800 000¹ demandes d'asile ont été enregistrées dont 600 000 pour la seule Europe. En 2015, dans l'Union européenne (UE)², ce chiffre a dépassé le million pour une population totale de plus de 508 millions de personnes³. C'est le niveau le plus important de demande d'asile atteint depuis la vague migratoire qui a résulté de la guerre dans l'ex-Yougoslavie en 1991-1995. Cette vague migratoire reste difficile à appréhender par les États de par son caractère hétérogène, non seulement pour ce qui est des nationalités présentes et des motifs de migration, mais également quant à la diversité des « choix » des pays de destination ciblés par les migrants eux-mêmes, choix qui reflètent, dans une large mesure, la taille des communautés déjà établies dans les pays de destination, la langue, les liens historiques, la proximité géographique ou encore les routes empruntées par les réseaux de passeurs. Ces choix sont également le résultat des politiques des États concernés, lesquelles divergent fortement au sein de l'Union européenne et reposent ainsi la question du défaut de centralisation politique de cette dernière.

Dans le contexte actuel de reprise modérée de l'activité économique dans plusieurs pays centraux du capital, suite à la dernière crise cyclique de 2008-2009, l'injection de main d'œuvre par l'immigration constitue a priori pour le capital non pas une « crise » mais bien une aubaine, notamment face au déclin généralisé de la natalité. Le taux de fécondité moyen dans l'UE est de 1,58 enfant par femme⁴ ce qui est inférieur au taux de remplacement d'une population (2,1 enfants par femme). L'absence persistante, depuis les années 1970, d'un accroissement naturel de la population se conjugue à une augmentation constante de l'espérance de vie résultant en un vieillissement démographique. Dans le cas de la France, la perspective pour 2030 est qu'il y aura un nombre d'inactifs supérieur à celui des actifs. Bien qu'en règle générale, la fécondité régule les évolutions démographiques, l'immigration peut y contribuer de manière décisive comme ce fut le cas ces trois dernières années. Entre 2012 et 2014, l'apport migratoire a joué un rôle crucial dans l'accroissement brut de population. Rien qu'en 2014, dans l'UE, le taux brut, qui exprime l'excédent de population pour 1 000 habitants, était à peine de 2,2. L'accroissement naturel y contribuait à hauteur de 0,3 contre 1,9 pour l'accroissement migratoire. Sans l'immigration, la croissance démographique totale serait plus faible de 0,4 point par an aux États-Unis et de 0,2 point en France, nulle au Royaume-Uni et en Espagne, négative en Allemagne et même fortement négative en Italie.

Historiquement, l'immigration a régulièrement contribué au développement capitaliste (dont le cas type est les États-Unis, mais également plusieurs pays européens après la seconde Guerre Mondiale). L'immigration compense opportunément et rapidement la faiblesse démographique d'une population. Le bonus démographique créé par l'immigration de main d'œuvre doit idéalement correspondre à une demande de travail, mais il alimente plus généralement le besoin du mode de production capitaliste (MPC) en population et surpopulation. Ce bonus est d'autant renforcé à moyen terme par les taux de fécondité des immigrés souvent supérieurs à ceux de la population générale. De plus, ces forces de travail, de jeunes adultes en partie déjà formés, arrivent sur le marché du travail à moindres frais de reproduction. Si le temps de production endogène d'une force de travail adéquate tourne autour de 20 à 25 ans pour les travailleurs les plus qualifiés, l'avantage inhérent à l'immigration bien sélectionnée est de fournir cette force de travail presque déjà totalement formée dans des délais très, très courts correspondant à la flexibilisation de la production de la marchandise force de travail. À cela, il

¹ Sauf mention contraire, les chiffres indiqués sont tirés du document «*Is this humanitarian migration crisis different?*», OECD, *Migration Policy Debates*, n° 7, September 2015.

² Comprenant 28 États.

³ En comparaison, il y a aux États-Unis plus de 11 millions de sans-papiers pour une population de 320 millions d'habitants.

⁴ En 2014, le minimum est de 1,23 au Portugal et le maximum de 2,01 en France ; la moyenne atteint 1,44 en Hongrie, 1,47 en Allemagne, 1,53 en République Tchèque, 1,74 en Belgique et 1,81 au Royaume-Uni. Source : Eurostat, 15 mars 2016.

faut ajouter l'avantage financier de son coût puisqu'elle arrive avec une formation payée dans le pays d'origine.

Les arrivées conséquentes et continues de migrants cette dernière année ainsi que certaines velléités étatiques – dont la chancelière de l'Allemagne s'est faite le porte-voix –, soutenues par des représentants des fractions dominantes du capital, d'« accueillir » et d'« intégrer », sous certaines conditions⁵, cette nouvelle main d'œuvre s'inscrit dans la tendance historique du MPC à l'accroissement de population. La fermeture ou l'ouverture des flux migratoires, froidement considérés en tant qu'instruments de gestion des quantités de forces de travail supplémentaires, visent dans les deux cas à fournir les meilleures conditions subjectives possibles à la valorisation du capital. Contrairement à la perception commune, les réfugiés qui arrivent en Europe ne sont pas toujours les plus pauvres d'entre les pauvres dans leur pays d'origine et ils ont globalement tendance à avoir des niveaux de qualification plus élevés que ceux de la population générale de leur pays d'origine (avec de grandes variations suivant les pays⁶). À l'inverse, ils sont généralement moins qualifiés que les prolétaires des pays de destination. Il faut de plus ajouter un élément politique fondamental, à savoir que cette force de travail est déjà domestiquée et aspire, au plus haut point à s'adapter à toutes les exigences de la société qui les recrute. Contrairement à l'immigration des années suivant la seconde Guerre Mondiale (par exemple, pour la Belgique, l'italienne, l'espagnole et la marocaine) où il a fallu aller chercher cette main d'œuvre à coup de promesses économiques ou d'échange forcé interétatique (comme l'échange avec l'Italie entre travailleurs et tonnes de charbon), aujourd'hui, il ne faut même plus développer une politique de recrutement, puisque les migrants viennent directement, à leur propre frais et en bravant toutes les difficultés au risque de leur vie et de celle de leur famille. Que rêver de mieux pour le capital, le transport est gratuit et la marchandise participe elle-même à sa mise en valeur !

En regard des différentes situations politiques et économiques des pays d'arrivée des migrants, ces derniers sont perçus par les États et les sociétés civiles de ces pays comme une aubaine ou, à l'inverse, comme une calamité devant à tout prix être repoussée. Pour plusieurs pays de l'UE, les entrées de migrants à grande échelle sont une nouvelle expérience ; c'est le cas, par exemple, de la Hongrie et de la Bulgarie et, dans une moindre mesure, de la Pologne et de la Tchéquie. Ceci explique en partie la réaction plutôt hostile de leurs sociétés civiles et la politique de fermeture de frontières de ces États face aux migrants. Que ce soit au nom de la démocratie, de l'ordre, de la défense de la laïcité, de la défense communautaire, de la religion, de l'intégration ou de l'intégrité nationale, de traditions conservatrices, de peurs réactionnaires, de la marche vers le progrès, du vieillissement de la population, les États concernés en totale symbiose avec leurs classes dirigeantes envoient des signaux clairs à leurs sociétés civiles afin qu'elles fassent bloc avec eux, que ce soit dans une politique pour l'accueil des migrants ou pour la fermeture des frontières.

Le but de ce travail n'est pas d'intervenir dans les querelles bourgeoises sur la manière et les instruments les plus appropriés pour « traiter » la dite question immigrée ou de proposer une improbable « solution » marxiste au problème. Il s'agit de reprendre le chemin de l'analyse des rapports sociaux en puisant aux concepts théoriques généraux régissant le rapport population/MPC⁷ pour les appliquer à l'examen de la situation actuelle et, sous cet éclairage, de décoder les faits liés à l'arrivée de ces forces de travail supplémentaires. Notre objectif politique est de favoriser le processus d'unification révolutionnaire des prolétaires. Même si, actuellement, la démoralisation prévaut dans les rangs des prolétaires conscients, nous devons répéter et répéter encore que cet état de fait est avant tout la résultante du manque d'indépendance politique des classes exploitées et, surtout, que cette situation est réversible.

⁵ Par exemple : limitation dans le temps du statut de réfugié, parcours d'intégration obligatoire, limitation de l'accès aux droits sociaux.

⁶ Voir encadré plus loin dans ce texte.

⁷ Voir la revue MC n° 6, hiver 1994, « *Sur le rapport population/MPC. Bases pour la critique de ladite question immigrée* ». http://mouvement-communiste.com/documents/Archives/Reviews/rmc_6_question_immigree.pdf

« C'est par rapport à cela et dans ce sens précis que le communisme nie à la racine les deux termes constitutifs de la "question immigrée". La catégorie "immigré", comme toute autre qui prétendrait se superposer aux classes, n'existe pas, de même que, du point de vue du prolétariat révolutionnaire, l'existence de frères venus d'ailleurs, "étrangers", ne pose aucun problème spécial mis à part ceux importés en son sein par les classes dominantes afin de retarder son unification politique. Agiter ainsi des revendications telles la fraternisation entre "nationaux" et "immigrés", la tolérance ou encore le refus des "exclusions" n'a rien à voir avec la ligne de conduite communiste orthodoxe. Le seul but véritable reste donc le combat pour retrouver l'unité politique du prolétariat la plus grande et la plus étendue, sachant se décliner en des mots d'ordre à caractère général et particulier qui lui sont rigoureusement fonctionnels. Pour la classe ouvrière indépendante personne n'est vraiment d'ici et personne n'est tout à fait d'ailleurs mais tous occupent une place déterminée dans les rapports sociaux de production et c'est cela qui guide en dernière instance les comportements individuels et collectifs. À la "question" des prolétaires étrangers posée par les États capitalistes qui, à mesure de la gravité des crises et des conflits armés inter-bourgeois, se mue à vive allure en une guerre civile larvée dont ils sont la cible, les ouvriers avancés et les organisations qui en sont l'expression répondent par l'activité unificatrice de leur classe par-delà les différences de nationalité, de race, de croyance religieuse et de sexe avec l'objectif de parvenir dans les délais les plus courts à la mort violente du capitalisme. À la tentative d'embrigader une fraction du prolétariat contre une autre, ils dénoncent cette guerre comme visant l'ensemble des exploités et des opprimés. Aux attaques contre les prolétaires immigrés, ils appellent la totalité de la classe à avoir un comportement réellement solidaire et fraternel. » (MC revue n° 6, p. 4-5).

Cette vague migratoire n'est pas prête de se tarir. Non seulement la fin de la situation conflictuelle dans la zone Syrie, Irak, Libye n'est pas encore à l'ordre du jour et de plus les facteurs démographiques et économiques à l'œuvre dans des pays d'Afrique subsaharienne poussent toujours plus de prolétaires à émigrer, tout comme les taux élevés de pauvreté et de chômage dans les Balkans (Kosovo et Macédoine par exemple), en particulier parmi les Roms. En 1993, suite à l'adoption en France de mesures de régulation de l'immigration (la « loi Pasqua » qui durcissait encore davantage les conditions d'entrée et de séjour des étrangers⁸), nous avons déjà mis en avant la nécessité de la critique des rapports capitalistes de production. Le présent, au-delà ses spécificités conjoncturelles, n'indique en rien une modification de ceux-ci.

Loi de population du MPC, surpopulation relative et migration des forces de travail

La clarification théorique de ladite « question immigrée » implique de revenir sur le rapport général population/MPC et plus particulièrement sur la relation entre population et surpopulation en regard des modalités de l'exploitation capitaliste. En économie politique, la population « est la base et le sujet de l'acte social de production tout entier. Cependant, à y regarder de plus près, on s'aperçoit que c'est là une erreur. La population est une abstraction si l'on néglige par exemple les classes dont elle se compose. Ces classes sont à leur tour un mot creux si l'on ignore les éléments sur lesquels elles reposent, par exemple le travail salarié, le capital etc. Ceux-ci supposent l'échange, la division du travail, les prix, etc. Le capital, par exemple, n'est rien sans le travail salarié, sans la valeur, l'argent, le prix, etc. » (Marx, 1859, Introduction à la critique de l'économie politique)⁹.

Les déterminations qui agissent sur la vie et la mort, la croissance et le déclin, l'inertie et le mouvement des populations sont intrinsèquement historiques, soit en des termes marxistes, relatives à un mode de production particulier. Les variations de taille d'une population, du fait des

⁸ Voir le tract MC du 15 juin 1993 « Mythes de l'immigration zéro versus réalité du marché du travail sur fond de crise de l'accumulation de capital ».

http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/tract_9306_mythe_immigration_0.pdf

⁹ Source : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1857/08/kml18570829.htm>

entraves ou, au contraire, des éléments stimulant son développement, ne peuvent être rapportées de manière simpliste au volume des ressources alimentaires – comme le prétendait Malthus en l'absence de toute considération pour les conditions concrètes de production.

Dans les modes de production antérieurs au MPC, la croissance de la population était limitée par l'étroitesse de la base matérielle de production. Le très faible développement des forces productives, compte tenu des rapports de propriété organisant et régissant l'appropriation du surtravail, permettait simplement la reproduction de l'existant. Le maintien des sociétés, c'est-à-dire la conservation des rapports sociaux, reposait ainsi sur une base numérique déterminée et sur l'endiguement de la force productive de l'homme, laquelle a historiquement dissout les anciennes formations sociales. Dans l'Antiquité, compte tenu de la pression démographique sur les forces productives, l'émigration forcée formait un chaînon régulier dans la structure de la société en cas d'accroissement de la population. Ces États reposaient en entier sur une certaine limitation démographique sous peine de compromettre leur existence même. Pour rester civilisés, il leur fallait rester peu nombreux « *sans quoi ils auraient été forcés de se soumettre à ces pénibles besoins qui font du citoyen un esclave. Le manque de force productive rendait la citoyenneté dépendante d'une certaine proportion numérique à laquelle il ne fallait pas toucher. Le seul remède, ce fut l'émigration forcée.* » (Marx, 1853, « *Forced Emigration* », The New York Tribune, in Éditions La Pléiade, Politique, T. I).

Or dans le MPC, c'est l'inverse. L'existence et le développement du capitalisme sont fondamentalement conditionnés et liés à une croissance absolue de la population et en particulier de la population ouvrière. Pour preuve, « *entre 1750 et 2010, soit 0,02 % de l'histoire de l'humanité, 87 % de la croissance totale de la population mondiale s'est produite* »¹⁰. Malgré de très grandes variations démographiques continentales et (sous-) régionales, depuis 1960, un milliard supplémentaire d'êtres humains vient grossir les rangs de la population mondiale en moyenne tous les 13 ans. La plus grande croissance de la population mondiale jamais observée se déroule donc concomitamment à l'expansion et à la maturation du mode de production capitaliste. Multifactorielle, elle doit toutefois beaucoup à l'accroissement de la production agricole, donc à la quantité et à la qualité de l'alimentation – constat qui annihile les spéculations anti-ouvrières de Malthus. Dans les pays européens, cette croissance n'a toutefois pas été homogène. Marx et Engels ont établi un lien entre croissance de la population, niveau de salaire et emploi disponible en analysant le cas de l'Angleterre. Lors de la première moitié du XVIII^{ème} siècle (manufacture), un lent accroissement de population va de pair avec un salaire en augmentation ; tandis qu'au cours de la seconde moitié du XVIII^{ème} siècle (grande industrie, machinisme), l'accroissement rapide de la population et de la surpopulation s'est produit malgré un niveau de salaire réel en baisse. Explication : ce n'est pas tant le niveau de salaire qui joue sur la croissance de la population mais la disponibilité d'un emploi. La demande de travail salarié régule l'expansion ou la contraction de la population ouvrière. Or la demande de travail est inversement proportionnelle au niveau du salaire. Plus le salaire est faible, plus le capitaliste consommera du travail vivant et plus la population sera encouragée à croître, y compris pour cumuler plusieurs (petits) revenus au sein d'un ménage.

« *Si l'accumulation doit être un procès continu, permanent, alors cet accroissement absolu de la population (bien que par rapport au capital employé elle diminue relativement) est une condition. L'accroissement de la population apparaît comme la base de l'accumulation en tant que procès permanent. Mais ceci présuppose un salaire moyen qui permette l'accroissement constant de la population ouvrière, et pas seulement sa reproduction.* » (Marx, Théories sur la plus-value, Éditions Sociales, T. II, p. 571).

En tant que valeur qui se valorise au cours d'un procès d'accumulation et de concentration, le capital convertit la plus-value extorquée au travail en capital additionnel. Ce faisant, il se reproduit à une échelle élargie, ce qui signifie développement des forces productives et donc accroissement global du travail vivant requis pour occuper les nouveaux moyens de travail impliqués dans le cycle de production de survaleur. L'augmentation du nombre de journées de

¹⁰ Yves Charbit et Maryse Gaimard (2014), *La bombe démographique en question*.

travail simultanées entraîne le recrutement de prolétaires additionnels en assujettissant des couches de population qui ne participent pas encore ou pas complètement à la production (par exemple, les femmes, la petite bourgeoisie nouvellement prolétarisée sous l'effet de la concurrence et bien entendu les fractions de la surpopulation qui sont encore aptes à être réintégrées). Le capital tire alors tout bénéfice d'une augmentation de la population ouvrière, que celle-ci soit le fait d'un mouvement « naturel » ou d'un mouvement migratoire. Le développement capitaliste de la force productive du travail dans sa phase avancée de grande industrie – par la division du travail, la coopération, le machinisme et la science – est ainsi conditionné par et génère en même temps un accroissement de la population, reproduction élargie du prolétariat qu'il ne paie pas plus que la nature et qui constituent tous deux les fondements de la richesse. À l'inverse, la décroissance de la population s'accompagne d'une diminution de la productivité et affaiblit le potentiel de reproduction du capital et la perspective d'une valorisation supplémentaire.

L'accroissement du volume absolu de travail, donc de la demande de travail, dû à la hausse du capital total connaît toutefois un mouvement opposé selon les deux formes historiques d'extraction de la survaleur¹¹.

Dans la forme de la survaleur absolue, à la faible mécanisation correspond une prépondérance de l'usage du travail vivant. Ainsi, toute augmentation du capital employé se traduit par une augmentation brute du nombre d'heures de travail et l'extraction de plus-value ne peut être accrue que par l'allongement de la journée de travail bien au-delà du travail nécessaire à la reproduction de la force de travail, dans les limites physiologiques et « morales » que le capital a historiquement déjà éprouvées et éprouve encore. Dans ce cas, la demande de travail est importante, la surpopulation est faible et la population ouvrière a tendance à augmenter.

Dans la forme de la survaleur relative, la prépondérance des facteurs objectifs de production induit que le procès d'accumulation du capital total ne se répartit pas de manière équivalente entre ses composantes. La masse globale de travail augmente toujours mais la part de capital variable, celle qui revient sous forme de salaire aux prolétaires, augmente infiniment moins, voire diminue, relativement à la part du capital constant et à la quantité de surtravail (hausse du taux d'exploitation). Le capital doit son existence au travail qu'il exploite et il « *n'a qu'un penchant naturel, qu'un mobile unique ; il tend à s'accroître, à créer une plus-value, à absorber, au moyen de sa partie constante, les moyens de production, la plus grande masse possible de travail extra. Le capital est du travail mort, qui, semblable au vampire, ne s'anime qu'en suçant le travail vivant, et sa vie est d'autant plus allègre qu'il en pompe davantage.* » (Marx, 1867, Le Capital, Livre D)¹².

Tandis que la masse de la production augmente d'autant, le taux de croissance du travail salarié progresse de moins en moins au rythme du premier : moins d'hommes pour fabriquer les mêmes quantités ou davantage de marchandises, voici une loi d'airain du MPC. À composition technique du capital grandissante, réduction relative de la demande capitaliste de travail vivant. Autrement dit, la tendance à l'augmentation absolue de la demande de travail va paradoxalement de pair avec une diminution relative de celle-ci. Dans ce cas, la population ouvrière relative diminue, mais non son nombre absolu. Là apparaît, chassée du marché du travail, une surpopulation relative toujours croissante également. De surcroît, avec la modification de la composition technique du capital, la physionomie et les caractéristiques requises à la main d'œuvre subissent des bouleversements décisifs. Les « non-qualifiés », souvent immigrés, le payent au prix fort car ils peuvent à tout moment se retrouver hors du marché de la force de travail, main d'œuvre dépassée, inutile et en situation illégale. Ce facteur est permanent et il tend à agir avec une intensité accrue dans les moments difficiles du cycle industriel (crise et marasme économique) : il y a nécessairement trop d'ouvriers lorsque la demande de travail diminue.

¹¹ Bien entendu, « *La tendance du capital est, bien sûr, de lier la plus-value absolue à la plus-value relative donc allongement maximum de la journée de travail avec nombre maximum de journées de travail simultanées allant de pair avec la réduction au minimum d'une part, du temps de travail nécessaire, d'autre part du nombre nécessaire de travailleurs.* » (Marx, Manuscrits de 1857-1858 (Grundrisse), T. II, p. 258 ; in MC, Modalités de l'exploitation capitaliste, p. 80).

¹² Source : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapI-10-1.htm#ftnref3>

« Ce n'est pas le manque de forces productives qui crée désormais l'excédent de population, c'est l'accroissement des forces productives qui exige une réduction de la population et élimine l'excédent par la mort par inanition ou par émigration¹³. Ce n'est pas la population qui pèse sur la force productive, mais la force productive sur la population. » (Marx, 1853, « Forced Emigration », The New York Tribune, in Éditions La Pléiade, Politique T. I)

Cette surpopulation, c'est la masse des prolétaires surnuméraires paupérisés, temporairement ou définitivement relégués aux marges du marché du travail des suites de leur inutilité aux besoins de valorisation du capital. La surpopulation n'est donc pas antagonique mais au contraire corollaire au surtravail et à la survaleur, en un mot à la surabondance de richesse créée par le développement des forces productives. La tendance du MPC à la croissance de la population va ainsi de pair avec la polarisation de la population en nécessaire et en excédentaire.

« La demande de travail effective étant réglée non seulement par la grandeur du capital variable déjà mis en œuvre, mais encore par la moyenne de son accroissement continu, l'offre de travail reste normale tant qu'elle suit ce mouvement. Mais, quand le capital variable descend à une moyenne d'accroissement inférieure, la même offre de travail qui était jusque-là normale devient désormais anormale, surabondante, de sorte qu'une fraction plus ou moins considérable de la classe salariée, ayant cessé d'être nécessaire pour la mise en valeur du capital, et perdu sa raison d'être, est maintenant devenue superflue, surnuméraire. Comme ce jeu continue à se répéter avec la marche ascendante de l'accumulation, celle-ci traîne à sa suite une surpopulation croissante.

La loi de la décroissance proportionnelle du capital variable, et de la diminution correspondante dans la demande de travail relative, a donc pour corollaires l'accroissement absolu du capital variable et l'augmentation absolue de la demande de travail suivant une proportion décroissante, et enfin pour complément : la production d'une surpopulation relative. Nous l'appelons "relative", parce qu'elle provient non d'un accroissement positif de la population ouvrière qui dépasserait les limites de la richesse en voie d'accumulation, mais, au contraire, d'un accroissement accéléré du capital social qui lui permet de se passer d'une partie plus ou moins considérable de ses manouvriers. Comme cette surpopulation n'existe que par rapport aux besoins momentanés de l'exploitation capitaliste, elle peut s'enfler et se resserrer d'une manière subite.

En produisant l'accumulation du capital, et à mesure qu'elle y réussit, la classe salariée produit donc elle-même les instruments de sa mise en retraite ou de sa métamorphose en surpopulation relative. Voilà la loi de population qui distingue l'époque capitaliste et correspond à son mode de production particulier. En effet, chacun des modes historiques de la production sociale a aussi sa loi de population propre, loi qui ne s'applique qu'à lui, qui passe avec lui et n'a par conséquent qu'une valeur historique. Une loi de population abstraite et immuable n'existe que pour la plante et l'animal, et encore seulement tant qu'ils ne subissent pas l'influence de l'homme. » (Marx, 1867, Le Capital, Livre I, VII^e section, Ch. XXV. III)

La surpopulation, ou population ouvrière surnuméraire, est donc un résultat nécessaire du mode de production capitaliste *« dans le sens où une augmentation de la composition technique et organique du capital entraîne la liquidation d'un certain nombre d'ouvriers devenus excédentaires par rapport aux besoins d'accumulation du capital. Cette population, mise périodiquement à l'écart du procès de travail, n'est inutile que relativement aux impératifs et aux conditions déterminées de la valorisation de la période considérée »* (MC revue n°4, Émeutes de Los Angeles, partie 5). Nécessaire et utile puisqu'une bonne partie de cette population sert d'armée de réserve pour les périodes de croissance de la production, qu'elle accroît la concurrence entre prolétaires et joue à comprimer le salaire en particulier dans les phases déprimées du cycle économique. Outil d'ajustement conjoncturel des rémunérations, la croissance de la surpopulation renforce la tendance historique à la dévalorisation de la force de travail dans le MPC.

¹³ Inanition ou émigration, auxquelles on peut ajouter les guerres et conflits capitalistes, mais également des méthodes moins immédiates et plus progressives comme l'encouragement de la contraception.

« *La grande industrie a constamment besoin d'une armée de réserve d'ouvriers non occupés pour les moments de surproduction. Le but principal de la bourgeoisie envers l'ouvrier n'est-il pas, en général, d'avoir la marchandise-travail aussi bon marché que possible, ce qui n'est possible que si l'offre de cette marchandise est la plus grande possible par rapport à la demande de celle-ci, c'est-à-dire s'il existe le plus de surpopulation possible ?* » (Marx, 1847, Travail salarié et capital, Annexe : Le salaire)¹⁴.

Le mode de production capitaliste présuppose et stimule donc une croissance absolue de la population, en même temps qu'il crée les conditions d'existence de la surpopulation relative. Ceci dit, dans les pays capitalistes les plus avancés, l'accumulation produit en même temps des conditions objectives et subjectives propres à encourager des contre-tendances à l'augmentation de la population, et donc de la surpopulation. L'actuelle diminution de la fécondité dans les pays capitalistes les plus avancés est liée à plusieurs facteurs : l'élévation moyenne de la qualité de vie et la réduction drastique de la mortalité infantile, la participation accrue des femmes au travail salarié ainsi que l'amélioration de leur niveau d'éducation et de leur statut social, la mise en place de la scolarité obligatoire et son allongement qui jouent à retarder l'âge au mariage, l'acceptation et la facilitation de l'accès à la contraception et, enfin, la modernisation des relations sociales (en particulier l'évolution de la conjugalité et le recul de la religion), l'éclatement de la famille traditionnelle ou encore la montée du célibat. Tout cela freine la reproduction de la population, ce que montrent les taux de fécondité des pays européens bien en dessous du taux de remplacement. (Ce phénomène peut potentiellement se poursuivre jusqu'à atteindre un seuil au-dessous duquel le prolétariat diminue absolument en nombre.) Les conséquences de ce phénomène sont amplifiées par le vieillissement de la population, provoquant ainsi une raréfaction des prolétaires en âge de travailler en rapport à l'ensemble de leur classe. L'immigration de nouvelles forces de travail répond au besoin capitaliste ainsi créé.

À l'origine entre autres de tous les racismes, de tous les affrontements concurrentiels entre prolétaires et plus globalement entre êtres humains, « *le travail nécessaire, comprimé à l'extrême, et le surtravail, étendu autant que possible selon les conditions objectives et subjectives de la production, s'opposent et s'affrontent d'abord dans l'usine et au sein de la population ouvrière nécessaire, puis à l'échelle de toute la société entre fraction nécessaire et surnuméraire de la force de travail. La population ouvrière nécessaire, dont, au demeurant, la croissance en nombre ne s'interrompt jamais, est soumise à la poussée de sa propre productivité qui à terme en rend une portion obsolète, inutilisable dans l'environnement du MPC : plus se rétrécit le salaire relatif (rapport entre salaire et plus-value, inverse du taux d'exploitation), davantage de fractions de la classe exploitée occupée sont précipitées hors de la production. Le travail nécessaire, à mesure qu'il abandonne des portions au surtravail, voit transformer certaines autres de ses portions en travail superflu ; voilà la contradiction interne au procès de production immédiat à désinence capitaliste et voilà comment, pareillement, du travail nécessaire on parvient à la surpopulation générale sous le capitalisme. La dimension du progrès, dans ces circonstances, s'en trouve déformée, car sa mesure se résume à la grandeur atteinte par la paupérisation, engendrée par la qualité créatrice du travail social. Face à l'immense entassement de richesse en forme-valeur se lève une armée de gueux, de pauvres, d'ouvriers désœuvrés, de prolétaires sans raison sociale.* » (MC revue n°6, Rapport population/MPC).

Les différents types de surpopulation relative

L'analyse de la composition des classes qui peuplent la société du capital est une tâche fondamentale et prioritaire des communistes. Son enjeu et son lien au problème de l'unification du prolétariat sont évidents pour tout communiste digne de ce nom. Essayer de démêler les fils de la composition de classe sur la base d'un cas dynamique tangible comme celui qui nous importe ici est, par conséquent, œuvre ardue mais vitale. Ce point vise à différencier au mieux les vagues d'immigrations actuelles en fonction de leurs origines et des compositions techniques qui les

¹⁴ Source : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/12/km18471230-8.htm>

caractérisent, qui les feront ainsi participer soit directement au travail nécessaire, soit les enverront rejoindre une des formes de la surpopulation relative caractérisées par Marx dans le Livre I du Capital. Marx segmente la population prolétarienne surnuméraire en plusieurs catégories qu'il est important de pouvoir aujourd'hui rendre opérationnelles sur la dite question immigrée afin de mieux comprendre, les enjeux de la crise actuelle et les changements dans les politiques européennes à l'orée de 2050.

Marx observe que la population ouvrière se divise en :

- 1) Une armée industrielle active composée des ouvriers et employés (simple différence de contrats) effectivement employés dans la sphère de production ; population nécessaire.
- 2) Une surpopulation relative flottante qui correspond, suite aux changements dans la composition technique du capital, à la fraction de la population ouvrière qui ne trouve plus sa place dans la production et se retrouve « en transition », soit dans l'attente d'une nouvelle phase de croissance, soit se doit d'être réadaptée aux nouvelles conditions techniques dues à l'introduction récurrente de la science à la production (la bourgeoisie appelle cela le chômage frictionnel).
- 3) Une surpopulation relative latente qui correspond au phénomène de l'émigration des populations rurales (exode rural dû au développement des techniques productives à la campagne et aux dures conditions d'existence) vers les centres urbains dans l'espoir d'y trouver un emploi et constituant ainsi, à la périphérie des villes, des bidonvilles plus ou moins stables qui fonctionnent comme réservoirs de main d'œuvre.
- 4) Une surpopulation relative stagnante qui correspond à la population excédentaire tant dans l'industrie qu'à la campagne et dont la principale fonction, ainsi que son expansion numérique, sert à faire pression à la baisse sur les salaires. En périodes de crise et de stagnation, son grossissement accroît plus fortement cette pression appelée aussi « chantage à l'emploi » (la bourgeoisie parle alors de chômage conjoncturel). *« Cette couche du prolétariat renferme tous les "surnuméraires de la grande industrie" qui ont perdu tout espoir de trouver un emploi stable et doivent se contenter d'occupations irrégulières et qui représentent un réservoir inépuisable de forces de travail disponible pour le capital. (...) Quand les membres de cette couche travaillent, ils naviguent en permanence entre travail productif et travail improductif. Les divers emplois qu'ils occupent ne requièrent généralement pas de longues formations ce qui, au demeurant, leur permet un passage aisé (et sans qu'ils s'en aperçoivent le moins du monde) d'un travail productif à un travail improductif »* (MC revue n°4, Emeutes de Los Angeles, partie 5).
- 5) Une masse de population surnuméraire paupérisée, qui ne trouve que très rarement de l'emploi ; chômeurs chroniques, invalides, vieux, et « assistés » sous des formes multiples.
- 6) Le lumpenprolétariat (sous-prolétariat) qui, en synthèse, n'entretient pas un rapport salarial comme élément dominant de son positionnement social. Le lumpenprolétariat n'est pas une catégorie morale. Comme toutes les définitions de classes et de couches de la société, il faut partir de la position occupée dans la production/reproduction sociale, dans les rapports sociaux de production/reproduction.

Bien sûr, des lumpens peuvent provenir de la surpopulation latente et stagnante. Mais cette surpopulation n'a de sens, dans le capitalisme, que si elle intervient (indirectement dans ce cas) sur le marché du travail comme fardeau, menace et épouvantail pour la population salariée directement mobilisée dans la production/reproduction des rapports sociaux du capital. Les lumpens sortent de la partie surnuméraire du prolétariat pour s'adonner à la débrouille, le plus souvent marchande (deal de came, du corps – y compris le sien –, vols, recel, etc.). Ce type de reproduction s'apparente davantage aux formes les plus rudimentaires de capital commercial qu'à la mise en location de sa capacité de travailler, caractéristique commune à tous les prolétaires, au chômage ou pas. Le rapport salarial cède la place à l'échange de marchandises, parfois même dans sa forme primitive du troc. La ligne de démarcation entre surpopulation prolétaire stagnante et lumpenprolétariat est fluctuante : les uns peuvent s'adonner à des activités « lumpen » tout en restant disponibles à rejoindre l'armée des prolétaires avec un emploi. C'est particulièrement vrai pour des secteurs de la jeunesse des grandes métropoles capitalistes mais pas seulement.

« Pendant les périodes de stagnation et d'activité moyenne, l'armée de réserve industrielle pèse sur l'armée active, pour en refréner les prétentions pendant la période de surproduction et de haute prospérité. C'est ainsi que la surpopulation relative, une fois devenue le pivot sur lequel tourne la loi de l'offre et la demande de travail, ne lui permet de fonctionner qu'entre des limites qui laissent assez de champ à l'activité d'exploitation et à l'esprit dominateur du capital. » (Marx, 1867, Le Capital, Livre I, VII^e section, Ch. XXV. III)

« Les centres de l'industrie moderne – ateliers automatiques, manufactures, usines, mines, etc. – ne cessent d'attirer et de repousser alternativement des travailleurs, mais en général l'attraction l'emporte à la longue sur la répulsion, de sorte que le nombre des ouvriers exploités y va en augmentant, bien qu'il y diminue proportionnellement à l'échelle de la production. Là la surpopulation existe à l'état flottant. » (Marx, 1867, Le Capital, Livre I, VII^e section, Ch. XXV. IV)

« Dès que le régime capitaliste s'est emparé de l'agriculture, la demande de travail y diminue absolument à mesure que le capital s'y accumule. La répulsion de la force ouvrière n'est pas dans l'agriculture, comme en d'autres industries, compensée par une attraction supérieure. Une partie de la population des campagnes se trouve donc toujours sur le point de se convertir en population urbaine ou manufacturière, et dans l'attente de circonstances favorables à cette conversion. (...). Pour que les districts ruraux deviennent pour les villes une telle source d'immigration, il faut que dans les campagnes elles-mêmes il y ait une surpopulation latente, dont on n'aperçoit toute l'étendue qu'aux moments exceptionnels où ses canaux de décharge s'ouvrent tout grands. L'ouvrier agricole se trouve par conséquent réduit au minimum du salaire et a un pied déjà dans la fange du paupérisme. » (Marx, 1867, Le Capital, Livre I, VII^e section, Ch. XXV. IV)

« La troisième catégorie de la surpopulation relative, la stagnante, appartient bien à l'armée industrielle active, mais en même temps l'irrégularité extrême de ses occupations en fait un réservoir inépuisable de forces disponibles. Accoutumée à la misère chronique, à des conditions d'existence tout à fait précaires et honteusement inférieures au niveau normal de la classe ouvrière, elle devient la large base de branches d'exploitation spéciales où le temps de travail atteint son maximum et le taux de salaire son minimum. Le soi-disant travail à domicile nous en fournit un exemple affreux. Cette couche de la classe ouvrière se recrute sans cesse parmi les "surnuméraires" de la grande industrie et de l'agriculture, et surtout dans les sphères de production où le métier succombe devant la manufacture, celle-ci devant l'industrie mécanique. À part les contingents auxiliaires qui vont ainsi grossir ses rangs, elle se reproduit elle-même sur une échelle progressive. Non seulement le chiffre des naissances et des décès y est très élevé, mais les diverses catégories de cette surpopulation à l'état stagnant s'accroissent actuellement en raison inverse du montant des salaires qui leur échoient, et, par conséquent, des subsistances sur lesquelles elles végètent. Un tel phénomène ne se rencontre pas chez les sauvages ni chez les colons civilisés. Il rappelle la reproduction extraordinaire de certaines espèces animales faibles et constamment pourchassées. » (Marx, 1867, Le Capital, Livre I, VII^e section, Ch. XXV. IV)

« Enfin, le dernier résidu de la surpopulation relative habite l'enfer du paupérisme. Abstraction faite des vagabonds, des criminels, des prostituées, des mendiants, et de tout ce monde qu'on appelle les classes dangereuses, cette couche sociale se compose de trois catégories. La première comprend des ouvriers capables de travailler. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les listes statistiques du paupérisme anglais pour s'apercevoir que sa masse, grossissant à chaque crise et dans la phase de stagnation, diminue à chaque reprise des affaires. La seconde catégorie comprend les enfants des pauvres assistés et des orphelins. Ce sont autant de candidats de la réserve industrielle qui, aux époques de haute prospérité, entrent en masse dans le service actif, comme, par exemple, en 1860. La troisième catégorie embrasse les misérables, d'abord les

ouvriers et ouvrières que le développement social a, pour ainsi dire, démonétisés, en supprimant l'œuvre de détail dont la division du travail avait fait leur seule ressource puis ceux qui par malheur ont dépassé l'âge normal du salarié ; enfin les victimes directes de l'industrie – malades, estropiés, veuves, etc., dont le nombre s'accroît avec celui des machines dangereuses, des mines, des manufactures chimiques, etc. » (Marx, 1867, Le Capital, Livre I, VII^e section, Ch. XXV. IV)

Tous les migrants qui arrivent ces derniers temps en Europe ne sont pas semblables au regard des besoins de valorisation du capital. D'un côté, il y a ceux qui arrivent avec un bon niveau de formation (enseignants, médecins, infirmiers-ères, ingénieurs, techniciens, ouvriers, etc.) principalement d'origine syrienne, qui sont appelés à rester en Europe et qui pour la plupart seront intégrés à la population nécessaire ou rejoindront occasionnellement la surpopulation relative flottante.

De l'autre côté, il y a ceux qui, s'ils arrivent à rester (clandestinement souvent) en Europe, seront directement incorporés à l'armée de réserve stagnante (pour les plus chanceux) ou émargeront dans la catégorie des surnuméraires paupérisés, voir sombreront dans le lumpenprolétariat. Ils sont constitués majoritairement par les migrants d'origine africaine ou des pays de l'Est.

« L'analyse du niveau d'instruction des personnes résidant dans l'UE qui sont entrées en tant que migrants humanitaires entre 1988 et 1993 et dont un grand nombre d'entre elles sont originaires de l'ex-Yougoslavie, révèle que, en moyenne, 15 % ont un diplôme supérieur (33 % en Suède, contre moins de 10 % en Autriche et en Allemagne).

Parmi les ressortissants syriens récemment arrivés, la proportion de personnes ayant un diplôme d'étude post-secondaire semble être beaucoup plus élevée. Selon des statistiques suédoises, plus de 40 % des Syriens dans le pays en 2014 ont au moins un niveau d'enseignement secondaire, comparativement à 20 % de ceux en provenance d'Afghanistan et 10 % pour ceux qui viennent d'Érythrée.

Dans le cas de l'Allemagne, il n'y a aucun enregistrement systématique du niveau d'éducation et de qualifications des demandeurs d'asile, mais on les interroge (sur une base volontaire) sur leur éducation et leur compétence professionnelle au cours de la procédure de demande. En moyenne pour ceux qui sont venus en 2014, 15 % des demandeurs d'asile ont un diplôme universitaire, 16 % de l'enseignement secondaire supérieur, 35 % de l'enseignement secondaire inférieur, 24 % n'ont fréquenté que l'école primaire et 11 % n'avaient pas du tout été à l'école. Les réfugiés syriens, cependant, étaient en moyenne plus instruits : 21 % des demandeurs d'asile syriens qui sont venus en Allemagne entre le début de 2013 et septembre 2014 déclarent qu'ils ont été à l'Université, 22 % ont suivi un enseignement secondaire supérieur et 47 % avaient obtenu une éducation du secondaire inférieur ou du primaire.

Dans le cas de la France, basé sur les données de l'enquête (ELIPA), en 2010, 14 % de tous les réfugiés avaient atteint un niveau d'éducation tertiaire et 43 % au moins une éducation secondaire. Le pourcentage de tertiaire instruit était légèrement plus élevé pour ceux qui viennent d'Europe (20 %) et plus faible pour ceux originaires d'Afrique subsaharienne (10 %).

Les réfugiés sont qualifiés (beaucoup d'entre eux ont des diplômes universitaires) même s'ils sont en moyenne moins instruits que la population générale des pays d'accueil et le plus souvent aussi, moins instruits que les travailleurs migrants. Permettre aux réfugiés d'acquérir la langue du pays d'accueil, pour obtenir leurs titres de compétences éducatives et professionnelles reconnues et dans certains cas pour compléter leurs compétences avec une formation supplémentaire, sera essentiel pour leur bonne intégration aussi bien que pour un impact économique positif de ces flux dans les pays de destination. » (OECD, Migration Policy Debates, n° 7, September 2015, p. 8)

Cette différenciation/séparation opérée au sein de la classe ouvrière par le Capital et ses classes dominantes est malheureusement importante à constater car elle est déterminante en cas de

lutte de classe. En mettant en regard les ouvriers de l'industrie et la couche du prolétariat qui se retrouve dans la surpopulation relative stagnante, des différences importantes apparaissent. Du côté de la surpopulation stagnante :

« Ils ont l'avantage idéologique sur l'ouvrier d'usine de n'être tenus par aucun patriotisme d'entreprise et/ou culte de la marchandise produite mais ils cumulent plusieurs points faibles qui les rendent, malgré ou plutôt à cause de leur dénuement absolu, particulièrement vulnérables. Le plus important de tous c'est la non perception, qui en revanche existe chez les ouvriers d'industrie ayant un emploi stable, de la puissance sociale du travail productif, de son caractère central eu égard au MPC. Suivent, dans le désordre, l'atomisation extrême dont ils sont victimes, issue de l'instabilité chronique du travail et des démarches on ne peut plus pénibles pour l'obtenir et la très grande proximité, promiscuité avec le sous-prolétariat dans lequel une partie des individus qui ressortissent à cette fraction sociale sombre régulièrement. Ces traits "sociologiques" déterminés constituent un facteur d'instabilité au sein de la classe révolutionnaire. Une telle instabilité est bien explicitée par la nature éruptive de ses actions, par une insensibilité quasi totale à la nécessité de l'organisation et de la planification du combat et par l'absence singulièrement systématique d'objectifs clairs de lutte. Les prolétaires "surnuméraires de la grande industrie" – forme stagnante – paraissent partiellement remettre en cause, par leurs incessantes allées et venues entre prolétariat, semi-prolétariat et sous-prolétariat la thèse communiste scientifique qui rappelle que : "c'est à présent seulement que le prolétariat est devenu réellement une classe stable de la population" (Engels, 1845, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Ed. Sociales, p. 52). Sans la contredire fondamentalement, ces éléments factuels en sont une négation dialectique partielle vivante avec laquelle le communisme organisé sera certainement appelé à se confronter théoriquement. Les ouvriers de la grande industrie mécanisée ne peuvent pas, dans les batailles décisives contre l'exploitation qui les attendent, faire l'économie de cette formidable armée de preux fantassins et devront, avec leur parti, se poser toutes les questions qui sont liées à la persistance de la division d'avec ceux-ci dans l'action classiste. » (MC revue n°4, Émeutes de Los Angeles, partie 5).

Le phénomène migratoire est inhérent à l'humanité

Le capital n'a fait que l'accentuer à la fois en taille et en fréquence. Les cycles de migration sont très largement calqués sur les cycles d'accumulation du capital.

Il n'y a pas de siècle sans déplacement de population. Depuis le début de l'histoire humaine, les hommes se sont déplacés, souvent contraints et forcés, dans l'espoir de s'établir dans des lieux plus hospitaliers pour y trouver des conditions de vie meilleures. Que ce soit pour fuir des catastrophes naturelles, qu'il s'agisse de déplacements saisonniers ou pour une question de survie, les migrations sont une tendance de fond de l'histoire humaine. De la période antique (empires grec, romain, « barbares », etc.) jusqu'à la fin du Moyen-âge en passant par la Renaissance, les mouvements de population sont une constante.

À partir du XV^{ème} siècle, et pendant plus de 300 ans, des millions d'esclaves africains sont déportés vers les Amériques et les Caraïbes. Au fur et à mesure de l'abolition de l'esclavage, d'autres flux de travailleurs lui succéderont, notamment en direction des États-Unis et des colonies européennes d'outre-mer. L'Angleterre sera un des champions de la gestion de la force de travail par le biais de l'immigration. Elle y trouvera un double avantage : se débarrasser des indésirables et les utiliser dans ses colonies (le cas du peuplement de l'Australie par des condamnés en est un bon exemple).

Le développement du capital est rendu possible du fait d'un gigantesque mouvement migratoire pour ses besoins de valorisation à une échelle jusqu'alors jamais atteinte. Massivement, le capital a expulsé des terres les paysans pour leur faire rejoindre l'armée des travailleurs des manufactures et plus tard des industries. Cet exode rural, commencé en Angleterre accompagnera tout État dans son développement capitaliste, générant et utilisant très largement la surpopulation latente des campagnes.

Les frontières, au sens légal du terme (c'est-à-dire un tracé géographique officiel, reconnu des autres États-nations, qui inclut et exclut de la nation), datent de la formation des États-nations. Avec la formation et l'établissement des États-nations, se traduisant objectivement sous la forme de territoires, de frontières, de nationalités, d'armées nationales, etc. la question des flux migratoires prend un sens nouveau. Ce problème particulier qui n'est qu'une expression de la gestion de la force de travail au sein du capitalisme revêt une importance considérable. Il devient vital pour les États d'être à même de gérer et d'intégrer cette force de travail supplémentaire, qui tantôt agit comme repoussoir vis-à-vis de la force de travail « nationale » et tantôt sert à combler les manques au niveau du marché du travail.

Les États-Unis en sont un bon exemple. Pays presque entièrement bâti sur l'immigration (principalement européenne à ses débuts, mais aussi africaine et asiatique), les États-Unis ont « accueilli » pendant des décennies, des millions de migrants qui sont venus alimenter et développer l'immense foyer d'accumulation capitaliste qu'est ce pays. Rappelons la devise célèbre gravée sur la statue de la Liberté « *Donnez-moi vos pauvres, vos exténués / Qui en rangs serrés aspirent à vivre libres...* ». Ces mêmes États-Unis n'hésiteront pas dans les années 1920 à restreindre drastiquement les flux de travailleurs lors d'une période difficile du cycle d'accumulation. Ils sauront toujours jouer de ces flux de main d'œuvre comme variable d'ajustement pour réguler le marché du travail intérieur. Les États-Unis restent encore, à l'heure actuelle, le premier pays d'immigration au monde.

Entre 1846 et 1939, plus de 50 millions d'émigrés européens sont allés peupler ou se réfugier dans le « nouveau monde » ou dans les diverses colonies, faisant de l'Europe « *le plus important foyer de départ jamais connu dans l'histoire des hommes* »¹⁵. Entre 1860 et 1915, près de 3 millions de Chinois ont choisi un nouveau pays d'accueil en Asie du Sud-Est, notamment en Thaïlande, en Indonésie, en Malaisie, à Singapour et aux Philippines. Au XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème} siècle, il y eut aussi de grands mouvements de population au sein même de l'Europe. De nombreux Irlandais gagnèrent la Grande-Bretagne après la Grande Famine des années 1840 causée par la chute de la production de pommes de terre. Quelques années plus tard, la France accueillit de nombreux Belges et Italiens venant travailler dans ses nouvelles industries qui manquaient de main-d'œuvre. En 1881, il y avait près de 240 000 Italiens en France, près de 500 000 en 1911 et environ 800 000 en 1931. L'immigration polonaise s'établit vers 1900 d'abord pour l'agriculture puis pour les mines de charbon du Nord à partir de 1909.

Le passage de la période de soumission formelle du travail au capital (période extrêmement consommatrice de force de travail peu ou pas qualifiée) à la période de soumission réelle a mené à un changement dans les conditions et les modalités de l'immigration. Durant la première période (soumission formelle), les migrants (à l'exception notable des Asiatiques¹⁶) ont pu se déplacer sans restriction ou presque dès lors qu'ils pouvaient se payer un billet de transport et passaient un éventuel et sommaire examen médical à leur arrivée. Cette force de travail nouvelle et nombreuse pouvait commencer une « nouvelle » vie dans un autre pays, sans qu'on lui réclame un permis de séjour, de travail ou une « carte verte ». Peu à peu, en fonction des besoins du marché du travail intérieur, le changement de période entraîne de la part des États concernés, un contrôle et une sélection accrue de la force de travail et donc des flux migratoires. Il ne s'agit plus d'importer en masse tous types de travailleurs, mais bien plutôt de sélectionner au mieux les travailleurs dont les compétences techniques correspondent aux exigences de valorisation du moment. Au cours des années 1920, les États-Unis cessèrent de laisser entrer librement les Européens et les Latino-Américains et, dans les années 1930, le Canada commença à limiter

¹⁵ Gildas Simon (1995), *Géodynamique des migrations internationales dans le monde*

¹⁶ « Dès les années 1850, dans les colonies australiennes puis dans la plupart des principaux pays d'installation, des lois furent adoptées pour interdire l'entrée aux Chinois, aux Indiens, aux Japonais et à d'autres Asiatiques. Après la fondation du Commonwealth d'Australie, en 1901, l'une des premières lois adoptées institua la politique dite de "l'Australie blanche" ; un parlementaire déclara même que ses compatriotes étaient "déterminés à préserver l'Australie de l'invasion et de la contamination par des étrangers". Le Canada et les États-Unis emboîtèrent le pas à l'Australie dans les années 1880, fermant à double tour leurs portes aux immigrants asiatiques. » (Les essentiels de l'OCDE, *Les migrations internationales. Le visage humain de la mondialisation*, p. 28)

l'immigration en provenance d'Europe méridionale et orientale pour favoriser les migrants anglophones. Ces restrictions, qui se nourrissaient d'une xénophobie – aggravée par le profond traumatisme laissé par la crise économique et ensuite par les deux guerres mondiales –, mirent brusquement un frein aux migrations volontaires sur une bonne partie de la planète entre 1920 et 1950.

Le continent européen a connu plusieurs mouvements de population à grande échelle dans un passé plus ou moins récent. Les deux guerres mondiales et la fin des empires coloniaux ont provoqué, au cours du XX^{ème} siècle, des exodes et des déplacements contraints de population jamais vu jusqu'alors. La période de l'immédiat après seconde Guerre Mondiale a été marquée par d'importants transferts de population, en particulier vers l'Allemagne et vers la Pologne, suite au redécoupage des frontières. Ensuite, la période postcoloniale a vu de grands rapatriements vers la France en 1962 (environ 800 000 personnes), le Portugal à partir de 1974 (environ 600 000 personnes en trois ans) et, dans une moindre mesure, le Royaume-Uni et la Belgique. De grandes migrations ont également été enregistrées pour d'autres motifs, par exemple, en Grèce entre 1989 et 1993 (jusqu'à 160 000 Grecs pontiques¹⁷ de l'ex-URSS et de Turquie) ou en Allemagne entre la fin des années 1980 et le début des années 2000 (plus de 3 millions d'Allemands de l'Est). Hors d'Europe, Israël a reçu environ 1 million de Juifs¹⁸ de l'ex-Union soviétique avec leurs familles dans la décennie après 1989.

Ces dernières années, des flux de migrants d'une ampleur comparable ont eu lieu notamment en Espagne qui a vu tripler sa population née à l'étranger (4 millions) entre 2000 et 2010 ; au Royaume Uni où la population née dans l'UE seule a augmenté de 1 million depuis l'élargissement de 2004 ; mais aussi en Allemagne qui est devenue, avant même la vague actuelle de migration, le deuxième pays d'immigration de l'OCDE après les États-Unis avec plus de 500 000 entrées permanentes en 2014 (deux fois le chiffre de 2007). Lors du conflit bosniaque de 1992-95, il y a eu pas moins de 1,2 millions de déplacés, dont environ 800 000 vers des pays de l'OCDE et plus de 300 000 pour la seule Allemagne. En 1992 également, plus de 300 000 Albanais ont essayé de s'installer en Grèce et en Italie. La guerre du Kosovo de 1998-99 a entraîné des mouvements à grande échelle, surtout dans les pays voisins, mais aussi vers plusieurs pays de l'OCDE. L'Allemagne a enregistré par exemple 78 000 demandes d'asile, la Suisse 53 000, la Belgique et le Royaume-Uni environ 25 000 chacun et l'Autriche 15 000. Tous ces mouvements de population ont été absorbés par ces pays avec un impact très limité sur leur marché du travail. Dans la plupart des cas, ces pays ont bénéficié économiquement de ces entrées, au moins à long terme.

Depuis 2012-2013, l'impact immédiat de la vague migratoire actuelle se concentre principalement sur quelques pays. Au Moyen-Orient, la Turquie fait partie des pays les plus touchés par ce flux. Près de 1,9 million de réfugiés syriens ainsi qu'un grand nombre de réfugiés irakiens, afghans et pakistanais (environ 300 000) se trouvent sur son territoire. Le Liban avec près de 1,2 million de réfugiés syriens (pour une population de 4 millions d'habitants), ainsi que la Jordanie (plus de 630 000 réfugiés syriens) et l'Égypte (130 000 Syriens) sont aussi concernés. Au sein de l'Union européenne, l'Italie, la Grèce et la Hongrie sont massivement touchées en tant que pays frontaliers (bien que la population migrante cherche principalement à traverser ces pays pour atteindre un autre endroit), mais les principaux pays de destination sont, en termes absolus, l'Allemagne et, relativement à leur population, la Suède (7,8 pour 1 000 habitants), l'Autriche (3,3 ‰) et la Suisse (2,7 ‰). L'Allemagne a accueilli au moins 800 000 migrants en 2015, soit 1 % de sa population totale, la Suède 74 000 (81 300 en 2014) et la Hongrie plus de 65 000 mais la plupart des migrants quittent le pays pour introduire une demande d'asile ou de séjour ailleurs.

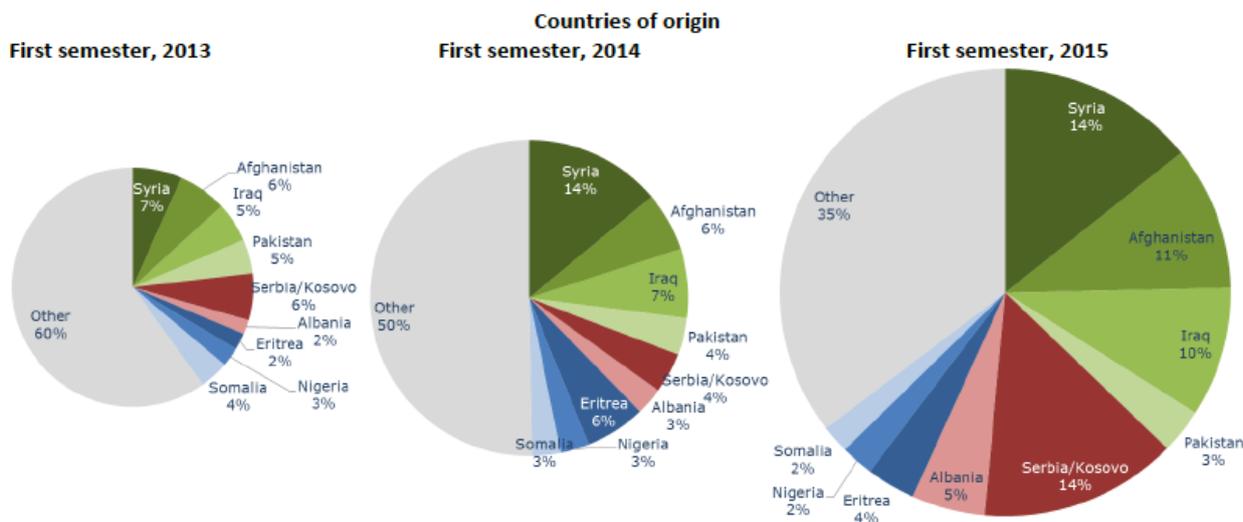
¹⁷ Venant du Pont-Euxin, ancien nom des bordures orientales de la Mer noire.

¹⁸ Autrement dit, ceux qui avaient choisi d'être classés comme « Juif » dans la section « nationalité » du passeport soviétique. Beaucoup d'entre eux n'étaient pas juifs au sens religieux, ni même culturel.

L'Angleterre a enregistré 31 200 demandes d'asile en 2014 et 39 000 en 2015¹⁹, comparé à plus de 100 000 en 2002. En Suisse, il y en a eu 22 000 en 2014 comparé à près de 40 000 chaque année entre 1991 et 1999 (principalement de l'ex-Yougoslavie). La France comptait 60 000 nouveaux migrants en 2014.

Jusqu'à présent, l'attention générale s'est focalisée sur l'afflux de réfugiés syriens en Europe à cause du conflit²⁰ qui se déroule sur le territoire syrien et irakien ; en réalité, les origines des réfugiés sont très hétérogènes, bien plus que lors de la vague migratoire suscitée par le conflit dans l'ex-Yougoslavie. Il y a également davantage de mineurs et d'enfants non accompagnés qui arrivent maintenant qu'auparavant. En 2014, les 24 000 mineurs non accompagnés demandeurs d'asile ont représenté 4 % de tous les demandeurs d'asile dans l'Union européenne. En 2014, les pays d'origine principale des demandeurs d'asile dans l'Union européenne ont été la Syrie (21 %), le Kosovo (9,6 %), l'Érythrée (6,4 %) et l'Irak (2,6 %). En 2015, la composition s'est transformée. Mises ensemble, les migrations de Syrie, d'Érythrée et d'Irak (nationalités seules couvertes par le système de réinstallation proposé par la Commission européenne, le 9 septembre 2015) ne représentent « plus » qu'environ un quart de toutes les demandes d'asile enregistrées dans les six premiers mois de l'année. Toutefois, cette part est passée à plus d'un tiers en juin 2015 et devrait continuer à croître. Parmi les migrants se trouvent également des Afghans, des Pakistanais, des Albanais, des Nigériens, des Somaliens, des Gambiens et des Soudanais.

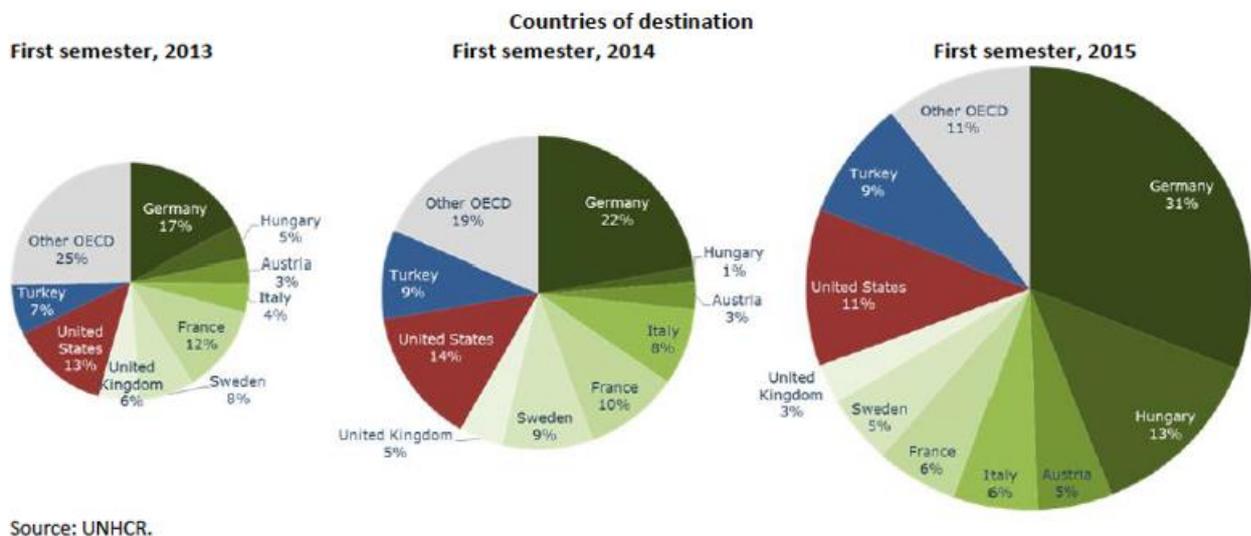
Fig 4. Evolution of the distribution of asylum seekers in the EU by main nationalities of origin and destination countries, Q1 2013 -2015



¹⁹ Office for National Statistics, *Migration Statistics Quarterly Report: February 2016*.

<https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/populationandmigration/internationalmigration/bulletins/migrations-tatisticsquarterlyreport/february2016>

²⁰ Avant l'arrivée de troupes régulières iraniennes sur le terrain, ce conflit était caractérisé comme un conflit de basse intensité. Mais depuis, la Russie est présente sur le terrain et la Turquie multiplie les incursions. Aujourd'hui, elle est une guerre moderne avec ses trois composantes déployées (Russie, Iran et Turquie).



(Source : *Migration Policy Debates* © OECD, N°7 September 2015. P. 7-8)

Femmes migrantes : violence sur la route de l'exil, intégration dans des secteurs féminisés de l'emploi

La vague actuelle de migration vers l'Europe se compose pour au moins d'un tiers de femmes et d'enfants²¹ – au niveau mondial les femmes représentent actuellement 50 % des migrants. Lors de leur traversée vers l'Europe, certaines femmes voyagent seules ou avec leur(s) enfant(s), il peut s'agir par exemple de femmes qui ont perdu leur époux dans la guerre. Le plus souvent, elles sont en famille ou au moins accompagnées d'un homme (oncle, frère).

Ces femmes sont soumises à des violences de tous ordres, et en particulier à la violence sexuelle. Elles identifient les auteurs de ces violences comme étant des « compagnons » de route y compris des membres de leur famille ; mais également des trafiquants de clandestins et des flics, des garde-frontières ou des agents des camps et centres de réfugiés – également sur le sol européen – qui, quand ils ne les violent pas purement et simplement, monnaient en nature les coûts du voyage pour les premiers et l'accès à de la nourriture, de l'eau ou d'autres biens de première nécessité pour les seconds.

Il est notamment rapporté que des hommes prostituent leurs épouses afin d'assurer le coût du voyage. Un cas relaté dans la presse : à court d'argent et afin de poursuivre le voyage, un homme a mis son épouse à disposition du passeur comme esclave sexuelle durant trois mois. Ensuite, il a cherché à laver « son honneur » de mâle en violant à son tour son épouse dans la plus pure tradition où la femme est perçue uniquement comme un objet à enfanter et à assouvir les plaisirs masculins quand elle ne sert pas de monnaie d'échange ou de marchandise. Parce que pour payer le passeur, c'est soit l'argent soit ton corps disent-elles. Des enfants sont également livrés à cette prostitution « de survie ». Les passeurs font feu de tout bois et deviennent aisément des proxénètes dans les camps de réfugiés comme cela a par exemple été dénoncé à Calais. Des femmes migrantes vulnérables, endettées ou isolées sont également la proie d'organisations proxénètes sur le territoire européen.

Ces femmes et ces hommes migrants sont issus de sociétés patriarcales archaïques à la périphérie du capital. Les femmes sont généralement moins éduquées que leurs pairs hommes ; elles parlent peu voire pas d'autre langue que la leur ; elles ont grandi dans un environnement

²¹ La proportion de femmes et d'enfants était de 34 % en octobre 2015 et montait jusqu'à 51 % dans les camps syriens et alentours, contre environ 10 % dans le camp de Calais en France. Au moins 10 % des femmes seraient enceintes. Sources: <http://www.unhcr.fr/562a4f03c.html> ; <http://www.theguardian.com/world/2015/jul/31/women-in-calais-camps-i-have-to-focus-on-how-i-can-stay-alive> ; http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/10/12/sur-la-route-les-femmes-migrantes-plus-vulnerables_4787830_3214.html

idéologique (culturel, religieux) et légal où la femme n'est pas un sujet social mais un objet appropriable par l'homme, dont le rôle est défini et limité à la reproduction de l'espèce et aux tâches domestiques, et où la violence à leur encontre est acceptable et acceptée, en silence. Pour toutes ces raisons, ces femmes dans l'exode se trouvent en situation de dépendance économique et sociale vis-à-vis des hommes. La violence accroît d'autant leur dépendance vis-à-vis d'un mâle qui assurera leur protection face aux prédateurs – ce qu'elles peuvent obtenir en laissant leur corps à la disposition de cet homme (par exemple un chef de groupe).

L'arrivée de ces femmes en Europe ne règle pas leur condition d'un coup de baguette magique. D'une part, les femmes restent encore trop souvent à la merci de la volonté des hommes de leur famille et des règles patriarcales en vigueur dans leur pays d'origine. Sortir, se divertir, travailler restent autant d'interdits qui, encore une fois, accroissent leur dépendance au mari, frère, oncle, père. Ces femmes migrantes ont souvent peu de repères dans des sociétés organisées sur des bases différentes. Si elles sont victimes de violences conjugales, elles ont de surcroît des difficultés majeures à utiliser les recours associatifs ou légaux.

Enfin, qu'elles soient qualifiées ou pas, bon nombre de femmes migrantes sont recrutées dans des secteurs d'activité spécifiques : la santé, l'éducation, le travail domestique et les services à la personne (gardes d'enfants, aides ménagères, aide aux personnes âgées, ménage industriel). Suite à la crise de 2008, les travailleurs migrants ont été particulièrement affectés par les pertes d'emploi. Toutefois, le taux de licenciement des hommes migrants (davantage présents dans les secteurs de la construction et de la manufacture) a été deux fois plus élevé que celui des femmes migrantes et a plus touché les employés sous contrat que les travailleurs sans papiers employés au noir (principalement des femmes, donc soumises plus facilement à des baisses de salaire et à des horaires de travail dérégulés)²². Ces secteurs connaissent une certaine stabilité dans la mesure où ils ne peuvent pas être délocalisés et sont faiblement mécanisés (par exemple pour les aspects relationnels).

²² Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (2010), *L'impact de la crise économique mondiale sur les migrations en Europe*. <http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/X2H-Xref-ViewPDF.asp?FileID=12407&Lang=FR>

Études de cas

La nature des différents marchés du travail est la clé pour comprendre et interpréter la situation actuelle. Le déclin de la natalité en Europe (et le vieillissement de la population) est un élément d'explication mais il ne peut être appliqué mécaniquement. La rigidité de certains marchés du travail comparés à d'autres, l'influence de l'opinion de la société civile des différents pays, etc. entrent également en ligne de compte.

Certains États rencontrent le même type de problèmes (chute de la fécondité, accroissement de la population inactive, manque de main d'œuvre pour certains types de travail) et adoptent pourtant des attitudes radicalement différentes vis-à-vis de la vague migratoire actuelle. Les cas de plusieurs pays – représentatifs des différentes réactions rencontrées en Europe – serviront comme exemples permettant de comprendre les contradictions politiques actuelles. Schématiquement, d'un côté du spectre, il y a l'Allemagne, qui a décidé d'accueillir 800 000 migrants en 2015 et de l'autre côté, il y a le cas « opposé » de la Hongrie, qui a décidé d'ériger des barrières à ses frontières pour empêcher les migrants de passer par son territoire.

Le cas allemand

En Allemagne, l'exécutif a dès le début et très rapidement pesé de tout son poids (économique et politique) pour promouvoir une politique d'accueil globale en poussant pour que la réponse à cette vague migratoire soit européenne et pas seulement nationale. Il a déclaré vouloir accueillir à lui seul jusqu'à 800 000 migrants sur son territoire, là où beaucoup d'autres pays européens réagissaient en ordre dispersé et en se repliant sur leur souveraineté nationale. En 2015, les sondages d'opinion suggéraient que la situation économique plutôt favorable se doublait d'une opinion publique plus accueillante vis-à-vis des migrants par rapport à la situation des années 1990, même si cela n'a pas empêché des attaques xénophobes. Au cours de l'année 2015, le gouvernement a, à plusieurs reprises, modifié des dispositions légales pour faciliter l'intégration des demandeurs d'asile et des réfugiés sur le marché du travail.

Mais, les événements de Cologne ont sensiblement changé la donne²³. En effet, l'opposition et/ou les craintes relatives à la politique d'accueil initiée par Madame Merkel se renforcent jour après jour au sein de la société civile. Le vote du 13 mars 2016, dans les Länder de Bade-Wurtemberg, de la Rhénanie-Palatinat et de la Saxe-Anhalt, a vu le nouveau parti d'extrême droite *Alternative für Deutschland* (AfD, Alternative pour l'Allemagne) opérer une large percée dans le scrutin sur la thématique anti-immigration²⁴.

L'Allemagne, oscillant au gré de l'opinion de sa société civile entre une position largement ouverte à l'accueil des migrants et une attitude plus pragmatique et frileuse incluant la fermeture des frontières, reste néanmoins particulièrement clairvoyante concernant ses besoins immédiats et futurs en forces de travail. Depuis 1970, le taux de fécondité allemand est de 1,39 enfant par femme (1,47 en 2014). Cela entraîne un vieillissement de la population et un déclin démographique, hors solde migratoire²⁵. L'Allemagne est de ce fait confrontée, depuis 2005, à un risque de pénurie de main-d'œuvre (notamment qualifiée). La réunification allemande avait pu pallier en partie à ce phénomène mais ce n'est désormais plus le cas aujourd'hui.

Le modèle social allemand fonctionne avec une législation du travail relativement peu contraignante et une cogestion avec les syndicats très développée, particulièrement au niveau de

²³ Voir MC bulletin n° 9 « Cologne : les attaques contre les femmes sont le produit du patriarcat et font le jeu des racistes anti-immigrés. » <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT1602FRVF.pdf>

²⁴ AfD : « *Alternative für Deutschland* » (Alternative pour l'Allemagne) parti de droite nationaliste, fondé en février 2013. Parti « anti-euro » et anti-immigrés, il a obtenu 4,7 % des voix aux législatives en 2013 et 7 % aux régionales avec ses meilleurs scores : 21,5 % des voix en Saxe-Anhalt (dans l'ancienne Allemagne de l'Est) ; 10-11% dans le Bade-Wurtemberg (sud-ouest) ; et 12,5% en Rhénanie-Palatinat (ouest).

²⁵ Malgré un flux migratoire positif de 200 000 personnes, le marché du travail allemand prévoit une réduction annuelle de ses effectifs de 194 000 personnes en moyenne entre 2014 et 2025 et de 327 000 entre 2025 et 2035. Source : Henrik Enderlein et Jean Pisani-Ferry (2014), *Réformes, investissement et croissance : un agenda pour la France, l'Allemagne et l'Europe*.

l'entreprise. De fait, l'un des principaux atouts des entreprises allemandes a probablement été leur capacité à négocier, tant au niveau des branches que des entreprises, et cela sur les trois dimensions : emploi, salaire et temps de travail. En outre, grâce aux nombreuses réformes du marché du travail mises en place au cours des années 2000 (les lois Hartz notamment) et grâce aussi à la flexibilité interne de son marché du travail, l'Allemagne a traversé la dernière crise sans trop de dommages, contrairement au reste de l'Europe. Elle a plus rapidement que les autres pays retrouvé un faible taux de chômage (4,7 % en mai 2015). Son taux d'emploi déjà élevé a grimpé de 65,5 % en 2005 à 73,8 % en 2014, étant de 10 % supérieur à la moyenne européenne. Entre 2010 et 2014 pas moins de 900 000 emplois nets ont été créés en Allemagne²⁶. Fait remarquable, ces créations d'emplois ont bénéficié aux tranches d'âge généralement les plus fragiles, soit les 15-24 ans et les 55-64 ans. Le taux de chômage des jeunes était de 7,7 % en 2014 alors que la moyenne européenne s'établissait à 24,4 %. Le taux d'emploi des plus de 55 ans était lui aussi assez haut, atteignant 65,6 % en 2014.

Avant la crise financière, l'Allemagne affichait un niveau de chômage de longue durée²⁷ supérieur à la moyenne européenne et son marché du travail était caractérisé par une importante composante de travailleurs à temps partiel (un quart des salariés en 2006). La crise n'a pas accentué ces deux problèmes. En 2014, le chômage de longue durée ne concernait plus que 34,2 % des chômeurs. Le travail à temps partiel a continué de progresser entre 2007 et 2014 (+1,4 %) mais dans une proportion moindre que dans le reste de l'Europe (+2,1 %). Ce maintien et cette amélioration du marché du travail ont été rendus possibles par des choix et des politiques industriels particuliers : réduction des coûts et des dépenses de l'industrie et de l'État, refonte du marché du travail, délocalisation de certaines entreprises vers des pays limitrophes à moindres coûts salariaux, mise en avant de l'industrie et des produits de consommation à destination des économies des pays « émergents » en plein essor au cours des années 2000.

Mais aussi par l'imposition à grande échelle d'une « modération salariale » qui a rudement touché les travailleurs allemands, les obligeant fréquemment à cumuler deux emplois à temps partiel pour vivre. La « modération salariale » généralisée a été un facteur clé dans la réduction du coût unitaire du travail. Tous les secteurs de l'économie allemande ont été touchés et les salaires les plus bas relativement plus que les autres. Pour donner une idée de l'ampleur de cette « modération salariale », il faut se rendre compte que les coûts salariaux unitaires réels de 2013 sont inférieurs à ceux des années 1990.

² Cette réorganisation industrielle a été d'autant plus efficace qu'elle s'est doublée d'une hausse sensible de la productivité en raison d'investissements conséquents en capital constant qui ont généré d'importantes plus-values dans la période de 3 à 4 ans précédant la dernière crise en date (ces bons résultats des entreprises allemandes contribuant largement à leur résistance lors de la crise). Durant cette même période, les entreprises avaient également développé le système des comptes épargne-temps (CET) qui, avec l'utilisation du chômage temporaire, ont été une arme efficace de résistance à la chute de la profitabilité. La résilience du capital en Allemagne face à la crise s'explique donc aussi par le recours régulier et massif des entreprises allemandes au chômage temporaire plutôt qu'aux licenciements ce qui leur a permis de conserver leurs travailleurs qualifiés pour en tirer profit dès que la reprise s'est amorcée. Cette situation était vitale pour les industries allemandes si l'on ajoute le fait que le vieillissement de la population induit inévitablement une diminution absolue de la main-d'œuvre qualifiée en âge de travailler.

En juillet 2015, il y avait en Allemagne 589 000 postes qui n'étaient pas pourvus (contre 391 000 en juillet 2010). Il y avait également 37 100 stages d'apprentissage non pourvus (en septembre 2014). D'après le journal *Der Spiegel* du 27 août 2015, il y avait 45 millions de personnes en âge de travailler en 2011. Sans immigration, ce chiffre tomberait à 36 millions en 2030. Toujours, dans le même journal, « (...) une étude menée par la Fondation Bertelsmann a

²⁶ Commission européenne (2015), *Labour Market and Wage Developments in Europe*.

²⁷ En 2006, 56,1 % de l'ensemble des chômeurs sont des chômeurs à longue durée. Incluant notamment une forte proportion de travailleurs de l'ex-Allemagne de l'Est qui n'ont jamais réussi à s'intégrer dans le nouveau marché du travail et qui sont allés rejoindre la surpopulation stagnante.

conclu, que dans chaque scénario examiné, il n'y a pas de solution viable sans immigration. "Si l'immigration nette diminue de façon importante, le vieillissement de la population va créer des problèmes insolubles pour les systèmes de sécurité sociale et le budget national" explique Lutz Schneider de Coburg University of Applied Sciences, qui ont examiné les conséquences de l'immigration pour la Fondation Bertelsmann. »

Face au vieillissement de la population, le gouvernement allemand a pris plusieurs mesures. D'une part, il a lancé un programme de « *Partenariat pour la main d'œuvre qualifiée* » qui doit permettre de répondre au manque de travailleurs qualifiés sur le marché du travail allemand. Cette mesure cible tous « *les profils particulièrement fragiles sur le marché du travail : femmes, seniors, immigrés, chômeurs de longue durée* »²⁸. D'autre part, il a largement ouvert l'accès au marché du travail aux migrants.

*« L'Allemagne est dans un état d'urgence démographique et risque de perdre, en vingt-cinq ans, de 4 à 7 millions d'habitants. Un tiers des femmes n'ont pas d'enfant, dont 40 % chez les femmes diplômées ; 3 % des hommes se sont fait stériliser. Le poids du nazisme qui prônait la famille nombreuse, le système scolaire où les enfants sortent de l'école à 13 heures, la volonté des mères d'assumer pleinement leur rôle en étant à la maison pour leurs enfants ont une part dans ce comportement malthusien qui aura des conséquences graves sur les systèmes de retraites, la diffusion de la culture allemande et, à terme sur la disparition du peuple allemand annoncé par les plus pessimistes vers 2300. Il faudrait 3,2 millions d'immigrés par an d'ici 2050 pour maintenir la pyramide des âges telle qu'elle est aujourd'hui. »*²⁹ « *Les projections d'Eurostat montrent que la population de l'Europe baissera d'1,5 % entre 2004 (457 millions) et 2050 (450 millions). Le déclin sera plus fort en Allemagne (9,6 %), en Italie (8,9 %) et dans les dix nouveaux pays d'Europe centrale et orientale (11,7 %). Plus préoccupant encore est le déclin de la population d'âge actif (15-64 ans) : 67 % aujourd'hui pour 16 % de personnes de plus de 65 ans. En 2050, 57 % des actifs devront supporter 30 % de personnes de plus de 65 ans.* »³⁰

Là, se trouve probablement la réponse à l'ouverture des frontières de l'Allemagne aux migrants. Mais bien sûr, pas à tous les migrants. Plutôt à ceux capables de s'intégrer rapidement sur le marché du travail, qui ont donc des qualifications en adéquation avec ce marché et dont les formations n'ont rien coûté à l'Allemagne.

En reprenant les catégories de Marx, on constate donc que la chute de l'armée industrielle active est provoquée en Allemagne par la forte baisse de la natalité. L'État et les entreprises ont déjà mobilisé avec un certain succès les jeunes et les vieux travailleurs, habituellement tombés dans la surpopulation relative flottante. Formation des travailleurs et adaptation des entreprises ont permis d'en réintégrer une importante proportion dans l'armée active. Les trop vieux et trop jeunes sont désormais nécessaires à la production de plus-value. Mais ce n'est pas suffisant, loin de là. La population (principalement agricole) surnuméraire des pays de la périphérie du capital peut désormais trouver une place. Les plus qualifiés en premier, mais également d'autres moins qualifiés, qui trouveront un emploi dans les « services à la personne ». Outre s'occuper d'une part grandissante de la population âgée, ces travailleurs permettront aux travailleurs d'Allemagne de retrouver le chemin des centres de production (les femmes) ou de faire de plus longues journées de travail. D'autres immigrés, peu ou pas qualifiés, rejoindront les rangs de la fraction de la surpopulation proche du lumpenprolétariat, ne trouvant que des travaux marginalisés pour survivre.

Le cas hongrois

Fin août 2015, le gouvernement hongrois érigeait à sa frontière avec la Serbie une barrière longue de 175 km et haute d'1,5 mètre, rapidement doublée d'une barrière plus conséquente de 3,5 mètres de hauteur dotée de piquets et de grillages. La Hongrie, qui a enregistré plus de 50 000 arrivées de migrants au mois d'août (principalement des Syriens et des Irakiens), espère avec ce

²⁸ *Les réformes du marché du travail en Europe – Allemagne*, p. 35.

²⁹ Catherine Wihtol de Wenden, Raimondo Cagiano de Azevedo (2008), « *Démographie, Immigration, Intégration* », p. 5.

³⁰ Ibid.

mur constituer un « rempart » pour protéger l'Occident des clandestins, selon son Premier ministre Viktor Orbán.

« Début mai, le gouvernement a envoyé 8 millions de questionnaires aux citoyens hongrois comportant douze questions, dont celle-ci : “Êtes-vous d'accord avec le fait que les migrants menacent l'existence et l'emploi des Hongrois?” Cette campagne ouvertement hostile aux migrants s'est illustrée par des affiches officielles réclamant aux étrangers de ne pas “prendre le travail des Hongrois” ou de respecter la culture hongroise. Les étrangers, boucs émissaires parfaits pour détourner l'attention des électeurs de la corruption du pouvoir et de la chute de popularité du Fidesz face à l'extrême droite du Jobbik. Un parti qui avoue lui-même ne pas pouvoir, sur la question des migrants, doubler le gouvernement par la droite. Mais en cinq ans, Viktor Orban s'est fait rattraper par l'extrême droite dans les urnes. Selon un sondage publié le 17 mars par Ipsos, le parti Jobbik, si radical qu'il est jugé infréquentable par le Front national français comme par le FPÖ autrichien, serait aujourd'hui la deuxième force du pays, avec 18 % d'intentions de vote sur l'ensemble des électeurs, contre 21 % pour le Fidesz-KDNP. » (Le Monde, 04/09/2015)

Pour la natalité et le vieillissement de la population, la situation hongroise présente des similitudes avec la situation allemande. Le taux de fécondité est de 1,44 enfant par femme en Hongrie (pour 1,47 en Allemagne). Le taux de chômage est de l'ordre de 7 % (mai 2015) et le taux d'occupation dans la tranche d'âge des 15-64 ans est de 67,6 %. À terme, la Hongrie sera confrontée à des carences comparables sur le marché du travail (manque de main d'œuvre qualifiée et nombreux emplois non pourvus). Mais les ressemblances s'arrêtent là. En effet, face à une situation de vieillissement de sa population et de pénurie relative de main d'œuvre (au moins à moyen terme), la réaction du gouvernement hongrois face à la vague migratoire est à l'opposé de celle de l'Allemagne. Tentons de donner quelques explications sur ce comportement ouvertement xénophobe et fascisant.

La Hongrie se caractérise de longue date par des flux migratoires relativement modestes³¹. En 2005, il y avait 1,5 % d'étrangers en Hongrie. Elle est plutôt confrontée depuis 2008-2009 à une émigration de ses citoyens vers l'Allemagne, l'Autriche et le Royaume-Uni (7 pour mille habitants en 2012 ; de plus, entre 1996 et 2014, la population a diminué de 402 000 habitants). Il s'agit d'une émigration majoritairement hautement qualifiée qui se matérialise principalement dans le domaine des soins de santé et qui suscite des craintes de pénurie de main d'œuvre qualifiée (un sixième des médecins aurait quitté la Hongrie depuis le milieu des années 2000). Jusqu'à 2011, l'immigration vers la Hongrie est principalement constituée par le retour des « Hongrois de souche » établis dans les pays voisins (environ 100 000 personnes³²). L'immigration est freinée par la barrière de la langue, mais aussi par l'attitude xénophobe largement répandue dans la société civile hongroise.

D'un point de vue politique, la situation est radicalement différente d'avec l'Allemagne. Le Fidesz de Viktor Orbán déjà situé bien à droite sur l'échiquier politique est doublé sur sa droite par le Jobbik, ouvertement nazi. Et surtout, une large part de la société civile soutient voire encourage la politique anti-immigrés du Fidesz. D'une manière générale, en Europe orientale (principalement en Hongrie et en République tchèque) quelle que soit la réalité des migrations et les besoins du marché du travail, les réactions haineuses de la société civile et des partis politiques sont accablantes³³.

Une explication possible – pour les pays de l'Est – de ce regain de nationalisme virulent aux senteurs fascistes réside dans leur indépendance tardive (depuis 1989). En réaction à l'URSS et pour justifier leur existence comme États « indépendants », ils fantasment sur leur

³¹ « La Hongrie (10 millions d'habitants), qui a perdu les deux-tiers de son territoire et un tiers de la population en 1920 a, quant à elle », poursuit François Bafoil, « la hantise de perdre sa langue, de voir disparaître le peuple magyar. Le populiste Victor Orbán invoque toujours les 15 millions de Hongrois, en incluant ceux qui vivent hors des frontières du pays, en Roumanie et en Slovaquie. » (L'Express, 16/09/2015)

³² Toutefois, la grande majorité de cette population reste dans ces pays.

³³ Avec un arrière-plan différent, le Danemark exprime la même attitude anti-migrants (l'extrême-droite est maintenant un poids lourd dans la politique locale avec 12,3 % aux élections de 2011).

« glorieux passé » (ou se l'inventent) et sur une illusoire communauté, unie autant que fictive³⁴. Pour cela, un des facteurs de cohésion de la société civile mis en avant est la haine de l'autre, qui s'ajoute, pour la Hongrie, la Roumanie et la République tchèque à leurs ennemis « intérieurs » : les Tsiganes et les Roms, qui avaient déjà fourni une base solide pour la haine anti-immigrés. Il semble donc que cette « crise » des migrants ne joue pas ici comme aubaine économique mais offre plutôt une opportunité politique au renforcement du nationalisme et du racisme.

Une autre partie de l'explication réside peut-être dans le fait que, depuis 1990, dans tous ces pays (à l'exception de la Pologne) et dans tous les secteurs productifs (industrie, finances et commerce), les entreprises de grande taille, et également de taille moyenne maintenant, sont toutes détenues par des compagnies à capitaux étrangers. Cela distend, plus que dans les pays occidentaux, le lien entre l'État et les besoins des entreprises et ouvre donc les portes à un État plus réceptif et plus à l'écoute de l'opinion publique.

Le cas français

Entre les pays qui, comme l'Allemagne, ont décidé d'ouvrir leurs frontières aux réfugiés et de faciliter leur mise au travail et ceux, comme la Hongrie, qui ferment leurs frontières, se trouve la France. Bien que les travailleurs immigrés aient pris dans ce pays une part importante au développement du capital tout au long du XX^{ème} siècle, les réfugiés ne sont accueillis cette fois-ci qu'en faible nombre. Si le gouvernement ne se déclare pas ouvertement hostile à leur venue, il s'est fermement opposé à la Commission européenne lorsqu'elle a proposé d'instaurer des quotas de répartition des réfugiés. Avec la natalité la plus importante des pays de l'UE (2,01 enfants par femme en 2014) et un taux de chômage élevé, les besoins de main d'œuvre sont moins pressants que dans les pays voisins, les sans-papiers pourvoyant aux emplois peu qualifiés dans les services et l'agriculture. Les effets bénéfiques de la vague actuelle d'immigration n'avaient pourtant pas échappé aux économistes de la bourgeoisie. « *C'est parce qu'elle a un potentiel de croissance extrêmement bas que l'Europe devrait se montrer généreuse et, sans bien évidemment ouvrir sans contrôle ses portes à l'immigration, tirer bénéfices du choc d'offre induit par les demandeurs d'asile, surtout si leur niveau de qualification est plus élevé que dans le passé.* » (Patrick Artus et Evariste Lefeuvre de Natixis³⁵).

La France n'est toutefois pas la destination privilégiée des réfugiés en provenance du Moyen-Orient. Son manque d'attractivité économique, la difficulté des procédures administratives, l'absence de réseaux (pas de diaspora) et la difficulté à trouver un logement se conjuguent pour que le nombre de réfugiés ne s'envole pas. En 2015, sur un afflux global de quasiment 1,2 million en Europe (un quasi doublement), le nombre de demandes d'asile en France n'a augmenté que de 22 % sur un an (soit 79 130 au total). Les travailleurs immigrés les plus qualifiés préfèrent depuis les années 1990 s'établir aux États-Unis, au Royaume-Uni et, plus récemment, en Allemagne et en Europe du Nord. Cependant 63 % des immigrés entrés en France en 2012 sont au moins titulaires d'un diplôme de niveau baccalauréat ou équivalent alors qu'un quart est sans diplôme. Entre 2004 et 2012, toutes origines confondues, la part des immigrés ayant un diplôme au moins équivalent au baccalauréat a augmenté de 7 points, dont 2 points entre 2009 et 2012. Les immigrés en provenance d'Asie expliquent 55 % de la progression d'ensemble depuis 2009. De fait, neuf Chinois sur dix entrés en France en 2012 sont au moins titulaires d'un diplôme de niveau baccalauréat. Les immigrés en provenance d'Afrique expliquent 42 % de la

³⁴ Toujours dans le même article, François Bafoïl poursuit : « *L'histoire permet de comprendre l'hermétisme de ces pays, les quatre pays dits de Visegrad (Hongrie, Pologne, République Tchèque et Slovaquie), qui ont rejeté les quotas obligatoires proposés par la Commission européenne, ont été longtemps occupés par de grands empires. Cela a donné naissance à l'obsession d'échapper à la soumission. Ils sont hantés par l'angoisse de passer à la trappe de l'Histoire* » (...) « *Tchèques (10,5 millions d'habitants) et Slovaques (4,4 millions), par exemple, n'ont connu que vingt ans d'autonomie souveraine entre 1919 (fin de l'Empire austro-hongrois) et 1939 (occupation allemande). À peine les ex-pays de l'Est sont-ils sortis de la tutelle soviétique, en 1989, qu'ils se sont retrouvés à négocier avec l'UE.* » Il conclut : « *Les pays d'Europe centrale oscillent entre la crispation identitaire, victimaire, si bien décrite par le philosophe hongrois Istvan Bibo, comme la "misère des petites Nations", et le sentiment d'être le véritable cœur de l'Europe. Un repli qui explique la présence de mouvements d'extrême droite puissants – souvent liés à l'Eglise –, dont le chauvinisme imprègne les opinions.* » (L'Express, 16/09/2015)

³⁵ « Crise des migrants : une chance pour l'Europe », *Special Report. Recherche Economique*, n° 79, 8 septembre 2015.

progression depuis 2009. Les travailleurs immigrés européens ne disposent pas en moyenne de diplômes équivalents. Ils trouvent cependant plus rapidement un emploi que les Africains.

Les immigrés ont participé depuis plus de cent ans au développement capitaliste de la France, prenant le relais des immigrations internes comme celles en provenance de Bretagne ou d'Auvergne. Au début du XX^{ème} siècle, 1,1 million d'immigrés résidaient déjà en France métropolitaine ; ils étaient 2,3 millions en 1954 et 4,2 millions en 1990. Après une stabilisation dans les années 1990, le nombre d'immigrés augmente à nouveau depuis 1999 et 41 % d'entre eux sont devenus français. En 2012, 5,7 millions d'immigrés vivaient en France, soit 8,7 % de la population totale (Insee). En ajoutant 6,8 millions de descendants d'immigrés, c'est plus de 20 % de la population. Jusqu'en 1975, les immigrés étaient majoritairement masculins. Les femmes représentaient 44 % du total en 1968 et ont vu leur part croître à 51 % en 2012.

Il y avait en 2011, 4 millions d'immigrés âgés de 15 à 64 ans résidant en France métropolitaine, représentant 10 % de la population en âge de travailler (Dares). La part des immigrés dans la population en âge de travailler a augmenté entre 2003 et 2011 de 1,4 point, après une hausse de 0,9 point entre 1995 et 2002. En 2011, 78,5 % des hommes et 58,6 % des femmes immigrés âgés de 15 à 64 ans sont présents sur le marché du travail, en emploi ou au chômage (critères internationaux définis par le BIT) contre respectivement 74,4 % et 67,0 % des non immigrés. 30 % d'entre eux sont nés dans un pays de l'Union européenne, 31 % au Maghreb, 15 % en Afrique subsaharienne et 2 % dans un pays européen hors UE ou sur un autre continent que l'Afrique.

La participation des immigrés au marché du travail est comparable à celle des non immigrés pour les hommes. Elle est nettement plus faible, mais en progression, pour les femmes, en particulier pour celles originaires du Maghreb ou de Turquie. Le taux de chômage des immigrés nés hors Union européenne est beaucoup plus élevé que celui des non immigrés³⁶. En 2011, il approche 23 % pour ceux originaires du Maghreb ou d'Afrique subsaharienne, contre 8,5 % pour les non immigrés et guère plus pour ceux qui proviennent de l'UE. Les travailleurs immigrés ayant un emploi sont très présents dans le BTP, l'hébergement et la restauration, les métiers de la sécurité, le nettoyage et les services aux particuliers. Ils sont plus fréquemment en situation de sous-emploi que les non immigrés. Les industries manufacturières, qui ont traditionnellement employé un grand nombre de travailleurs, notamment dans l'automobile, réduisent leurs effectifs depuis une trentaine d'années.

Les fils et les filles d'immigrés sont majoritairement d'origine ouvrière (Enquête Trajectoires et Origines de 2008). Deux descendants d'immigrés sur trois avaient un père ouvrier lorsqu'ils avaient 15 ans contre 39 % seulement des personnes sans ascendance directe immigrée. Une appartenance de classe encore plus marquée pour ceux dont les parents viennent d'Europe du sud et du Maghreb, avec une surreprésentation dans ce dernier cas d'ouvriers non qualifiés. Leur mobilité sociale est importante puisque, selon cette étude, un tiers des fils et filles d'immigrés occupent, entre 35 et 50 ans, un emploi plus qualifié que leur père au même âge. À caractéristiques sociodémographiques identiques (sexe, diplôme, origine sociale du père, etc.), cette mobilité ne varie guère selon l'origine géographique. Toutefois la fonction publique offre plus de possibilités de mobilité que le secteur privé et les enfants d'immigrés du Maghreb ont plus de difficultés à trouver un emploi stable.

Pour les entreprises allemandes, l'arrivée massive d'immigrés est une opportunité. « *Les entreprises doivent s'occuper des migrants, pas seulement pour des questions humanitaires mais aussi par intérêt économique* » a ainsi déclaré Ulrich Weber, chef du personnel de la Deutsche Bahn, la compagnie ferroviaire nationale qui vient de lancer un programme de formation pour les réfugiés³⁷. Les dirigeants en France sont beaucoup moins enthousiastes. « *J'ai eu un salarié africain qui était en situation temporaire. Nous avons fait des demandes, nous lui avons donné un*

³⁶ La proportion de non natifs (immigrés et personnes nées françaises à l'étranger) dans la population en âge de travailler est plus faible en France que dans l'ensemble de l'Union européenne à 15 pays. Dans chacun de ces 15 pays, le taux de chômage des non natifs extra-communautaires est nettement plus élevé que celui des natifs.

³⁷ « *Pauvre en travailleurs, l'Allemagne garde les migrants syriens* », La tribune de Genève, 26/08/2015. <http://www.tdg.ch/monde/allemande-penurie-mainduvre--renvoie-requerants-syriens/story/19365402>

CDI qui lui a permis d'obtenir sa carte de séjour. Mais c'est un serpent qui se mord la queue, il faut un CDI pour obtenir des papiers, et être naturalisé pour pouvoir signer un CDI. Le problème, plus largement, est qu'avec plus de 10 % de chômeurs, on ne manque pas de main d'œuvre » explique Jérôme Arnaud, Président de Doro, une entreprise de 250 salariés³⁸. Cette difficulté à pénétrer le marché du travail en France explique largement le peu d'attractivité du pays pour les étrangers. Interrogés dans la presse, les patrons confirment l'attentisme des entreprises en France, contrairement à la situation en Allemagne et au Royaume-Uni.

La difficulté à trouver un emploi contribue fortement au manque de solidarité des travailleurs en France vis-à-vis de leurs frères étrangers. La concurrence pour les postes de travail, pour les logements et pour les aides sociales accroît les tensions entre les prolétaires. En France, pas moins de 64 % de la population désapprouve la politique migratoire du gouvernement, soit plus que les 60 % de moyenne en Europe. De même, 59 % de la population s'inquiète des migrations vers ou à travers l'Europe. C'est le pourcentage le plus élevé, derrière la Grèce et l'Italie. Ces sondages datent de 2014 et les récents attentats ainsi que le succès du Front National aux dernières élections européennes indiquent que ces « inquiétudes » se sont encore renforcées.

Le cas suédois

Le cas suédois est emblématique des contradictions qui peuvent traverser un pays qui semblait être un guide et un exemple concernant l'intégration des migrants.

L'économie de la Suède est actuellement (début 2016) au beau fixe. L'inflation ainsi que le taux de chômage sont relativement bas comparativement à la moyenne européenne. La dette publique ne dépasse guère 40 % du PIB. En 2014, le taux de fécondité était de 1,88 enfant par femme. Le taux d'emploi pour les 20-64 ans était le plus élevé de l'Union européenne (UE) : 80 % (82,2 % pour les hommes et 77,6 % pour les femmes). Le taux d'emploi des 60-64 ans est également élevé : il est de 66 %, soit la première place de l'UE, contre 36,6 % en moyenne européenne. En dehors d'un marché immobilier qui semble de plus en plus décorrélié de la valeur réelle des habitations³⁹ et d'un endettement des ménages en hausse sensible⁴⁰, tout semble bien se passer pour l'économie suédoise. Sans surprise, celle-ci croît à un rythme rapide : son PIB au troisième trimestre 2015 s'est apprécié de 0,9 % et de 3,9 % sur un an. Une croissance solide qui ne touche pas que la consommation mais également les investissements et les exportations.

Et pourtant, dans les sondages, le parti d'extrême-droite Les Démocrates Suédois (SD, *Sverigedemokraterna*⁴¹) est passé de 12,9 % des voix lors du scrutin pour les législatives de septembre 2014 à près de 25 % des intentions de vote. Si des élections avaient lieu aujourd'hui (janvier 2016), il serait le plus grand parti du pays, malgré le fait que la Suède n'est confrontée à aucun problème d'ordre économique ou budgétaire. Le programme politique du parti d'extrême droite repose de manière exacerbée sur la question des migrants. La Suède est, de loin, le pays qui a accueilli le plus de réfugiés par rapport à sa population. Rien qu'en 2015, les migrants arrivés en Suède représentaient 1,5 % de sa population totale, un niveau encore plus élevé qu'en Allemagne. Plus de 100 000 réfugiés sont arrivés en Suède en juillet 2015.

³⁸ « Embaucher un réfugié ? "Oui, mais", disent les patrons du Medef », Le Nouvel Obs, 28/08/2015.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/economie/20150827.OBS4868/embaucher-un-refugie-oui-mais-disent-les-patrons-du-medef.html>

³⁹ Des taux d'emprunts extrêmement faibles, des généreuses déductions d'intérêts sur les prêts hypothécaires et des restrictions sévères en matière de développement de nouveaux logements poussent les prix à une très forte hausse (pour la seule année 2015, le prix des maisons a augmenté de 20 %).

⁴⁰ Le taux moyen d'endettement d'un ménage suédois s'élève aujourd'hui à 170 % de ses revenus annuels, soit deux fois plus qu'un ménage belge. Près d'un quart des ménages suédois sont même endettés à hauteur de 500 % de leurs revenus annuels (L'Echo, 16/01/2016).

⁴¹ Fondé en 1988 avec la devise « Sécurité et traditions », le parti des Démocrates Suédois est d'abord une vitrine politique de néo-nazis, au score emblématique de 0,02 % à ses premières élections. Pendant vingt ans, le SD augmentera régulièrement ses scores sans passer la barre des 5 % nécessaires pour entrer au Parlement. La dédramatisation entreprise à la fin des années 1990 sera longue mais fructueuse. Des dizaines de membres ont été exclus en 2012, le parti affichant désormais une tolérance zéro pour le racisme et se revendiquant « national-démocratique centriste » tout en misant sur un discours social mâtiné de nationalisme (refus de l'immigration, « islamophobie », etc.).

Ceci explique en partie la montée de l'extrême droite, bien que, comme au Royaume-Uni⁴², il y a une scission claire entre le relatif manque de soutien à un parti d'extrême droite anti-immigrés dans les zones urbaines et « multi-ethniques » (Stockholm, Malmö, Göteborg, ...) et le fort soutien dont il jouit dans les petites villes et les zones rurales. Ce qui est exacerbé par la politique du gouvernement d'installer des réfugiés dans ces mêmes zones (et quelquefois dans des très petites villes)⁴³. L'extrême-droite a augmenté son score dans l'ensemble des communes de Suède mais la Suède méridionale (globalement au sud du lac Vättern) est le principal réservoir d'électeurs avec une importance toute particulière du Comté de Scanie. Les électeurs de *Sverigedemokraterna* se trouvent principalement dans les communes avoisinantes de Göteborg et Malmö, où le nombre de conflits raciaux augmente sans cesse. De janvier à octobre 2015, quinze centres pour réfugiés avaient été incendiés sur le territoire, certains ayant été complètement détruits.

Selon le FMI, la hausse des dépenses de l'État suite à l'arrivée des demandeurs d'asile pourrait augmenter de 0,05 % à 0,1 % du PIB en 2015 et 2016 par rapport à 2014. Et c'est la Suède qui a déjà les plus importantes dépenses publiques en cette matière (0,3 % en 2014, 0,5 % en 2015 et 1 % prévues en 2016). La politique fiscale de l'État soutiendra cet accroissement en 2016 et 2017 confirme la Riskbank, qui attend un recul du chômage à 6,5 % en 2017. L'arrivée des migrants sur le marché du travail devrait pousser le taux de chômage vers les 7,4 % d'ici à 2020 mais a contrario, leur mise au travail augmentera tant la production que les revenus fiscaux de l'État, tout en réduisant la dépense publique.

Dans les pays nordiques, pas moins de 80 % de l'augmentation du nombre de travailleurs sont des enfants de parents nés à l'étranger. Comparé à ce qu'il aurait été sans immigration, le PIB de ces pays aura augmenté en moyenne de 2,5 % d'ici à 2020. Pour permettre une intégration plus rapide, la Suède permet aux demandeurs d'asile sans permis de travail de travailler sous certaines conditions. Le pays a mis sur pied un programme d'introduction à l'emploi pour tous les réfugiés âgés de 20 à 64 ans (à partir de 18 ans pour ceux qui n'ont pas de famille). Ce programme comprend l'apprentissage de la langue, la validation des études et des expériences professionnelles précédentes, et une connaissance de la société suédoise. La participation est volontaire mais soutenue par des aides financières qui se poursuivent pendant 6 mois après avoir trouvé un emploi. Le programme inclut une aide pour trouver un logement dans les lieux où il y a une forte demande de main d'œuvre mais des difficultés à se loger.

Toutefois, sous les pressions idéologiques de l'extrême droite, soutenues par une part de plus en plus importante de sa société civile⁴⁴, la Suède vient de réintroduire un contrôle aux frontières. Elle va également remplacer les permis permanents de résidence par des permis temporaires pour certains demandeurs d'asile. Le taux de chômage chez les migrants est beaucoup plus élevé qu'au sein de la population d'origine suédoise et la différence s'est encore accentuée au cours des dernières années. Dans ces conditions, la Suède apparaît de moins en moins comme le modèle à suivre pour les États capitalistes européens.

Le cas tchèque

Panorama

La République tchèque fait partie des États qui n'ont pas accueilli avec bienveillance les réfugiés et où, de fait, aucun réfugié ne veut rester. On rappellera son histoire, l'attitude des entreprises, de l'État et de la société civile. Mais, tout d'abord, du point de vue démographique, la population tchèque vieillit. Le taux de fécondité était de 1,4 enfant par femme en 2015 et le nombre de personnes de plus de 65 ans (rapporté à la base 100 pour le groupe de 15 à 64 ans

⁴² Voir la lettre MC n° 41, septembre 2015, « Qu'est-ce que le résultat des élections de mai 2015 au Royaume-Uni nous apprend d'utile ? » <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC1541%20FRvF.pdf>

⁴³ <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAnalyse?codeAnalyse=2002>

⁴⁴ Des agressions de femmes par des migrants (cachées aux yeux de la société civile par les autorités suédoises), couplées aux événements de fin d'année à Cologne contribuent pour une large part à la progression du parti d'extrême droite *Sverigedemokraterna*.

(l'indice de dépendance II.) a été de 20 en 2000, 26 en 2015 et, selon les estimations, il devrait être de 34 en 2025, 52 en 2045 et 59 en 2065).

La vague de réfugiés a trouvé la République tchèque dans des conditions de forte croissance (4,3 % l'an dernier), la plus rapide depuis 2007 et trois fois supérieure à celle des autres États européens. De nombreuses entreprises ont augmenté leur production et beaucoup envisagent l'augmentation de la production. Entre janvier 2014 et juin 2015, le gouvernement a obtenu 196 nouveaux projets d'investissement pour 108 milliards de couronnes qui doivent créer plus de 23 000 emplois. Par exemple, Foxconn projette d'investir 2,5 milliards de couronnes et de nombreux investissements devraient avoir lieu dans l'industrie automobile : INA Lanškroun veut investir 2,5 milliards de couronnes, Varroc Lighting System 1,3 milliard de couronnes, RONAL CZ 1,7 milliard de couronnes. Škoda Auto va investir 7,2 milliards de couronnes dans la zone industrielle de Solnice-Kvasiny (à 80 km à l'est de Prague), ce qui va créer 2 000 emplois.

Le retour, aux niveaux de croissance d'avant la crise, est accompagné d'un retour à un état de tension du marché du travail, comme nous l'avons vu avant 2008. En décembre 2015, le taux d'emploi chez les 15-64 ans était de 70,7 % tandis que le taux de chômage était seulement de 4,5 % pour le même mois. Il ne manque pas seulement des travailleurs qualifiés mais aussi des non qualifiés. Selon les données du Bureau du travail, il manquait 103 000 travailleurs dans le dernier quart de l'année 2015 répartis comme suit : travailleurs non qualifiés 19 000, opérateurs et mécaniciens 21 000, militaires 22 000, techniciens 10 000, spécialistes 7 000.

Au premier trimestre 2016, les plus grands besoins en ouvriers, selon leur qualification, sont les mécaniciens réparateurs, les monteurs et opérateurs de machine, les non-qualifiés et les techniciens de vente ainsi que les spécialistes. Des estimations sont même plus inquiétantes pour la bourgeoisie : par exemple, Bohdan Wojnar, membre du conseil d'administration de Škoda Automobiles, a déclaré que plus de 100 000 techniciens manquent sur le marché du travail et que ce chiffre pourrait atteindre 420 000 en 2030. Selon l'association tchèque des exportateurs, en mars 2016, rien que pour les ouvriers, il en manque 70 000. Mais tout le monde est d'accord pour dire que c'est toute l'économie, de la production à la logistique, qui manque de main d'œuvre – des ouvriers non qualifiés aux ingénieurs, en passant par les ouvriers qualifiés et les techniciens. Selon le vice-président de l'Alliance de l'industrie et les transports, la République tchèque est dans la même situation qu'avant la crise : *« Cela signifie qu'en plus de la mauvaise recherche et développement, de la qualité insuffisante des recherches appliquées et de l'absence de collaboration entre les industries et les universités, le plus grand frein pour les employeurs dans leur développement prochain est le manque de main-d'œuvre. »*

L'immigration avant et pendant la crise de 2008

Avant la dernière crise, les entreprises avaient pallié au manque de travailleurs autochtones par l'intégration de travailleurs migrants. L'immigration, représentée principalement par les Ukrainiens à partir de 1990 (les travailleurs ukrainiens ont évincé les Roms du marché du travail, surtout dans le secteur de la construction), a commencé à augmenter fortement et rapidement dès 2001 suite à l'orientation du gouvernement social-démocrate en faveur des IED (investissements étrangers directs)⁴⁵. Il y avait 211 000 étrangers en Tchéquie en 2001, 321 000 en 2006.

L'importation de main-d'œuvre étrangère a culminé en 2007 et 2008 quand la demande et la lutte des compagnies pour obtenir des travailleurs étrangers ont été les plus intenses. Pourquoi les entreprises ne pouvaient-elles pas utiliser les travailleurs autochtones ? D'abord, le taux de chômage est très faible (6 % en 2007, 5,4 % en 2008). Ensuite, les compagnies n'avaient aucun intérêt à embaucher les Roms au chômage, même lorsque le manque de travailleurs (y compris non qualifiés) était le plus aigu. Enfin, les chômeurs tchèques ne sont guère attirés par les emplois offerts et ce principalement à cause du travail en pause, de la nécessité de se déplacer pour travailler et de la faiblesse des salaires. Le nombre d'étrangers a ainsi bondi à 392 000 en 2007 et à 438 000 en 2008. Cela signifie qu'entre 2001 et 2008, le nombre d'étrangers en République

⁴⁵ L'État tchèque a été le plus grand fournisseur d'incitations à l'investissement dans le groupe de Visegrad IV.

tchèque a plus que doublé. Mais la main-d'œuvre immigrée n'a pas servi seulement à lutter contre le manque de travailleurs – elle est aussi devenue le laboratoire d'essai pour la flexibilisation du travail, les travailleurs étrangers étant la première nourriture pour les agences d'intérim dont le taux de pénétration a atteint 0,9 % en 2015 (la moyenne européenne étant de 2 %), ce qui signifie que 200 000 ouvriers y travaillent déjà.

Parmi les étrangers présents en Tchéquie, les Slovaques ont été les plus nombreux (2001 : 53 000, 2008 : 76 000), suivis par les Ukrainiens (2001 : 50 000, 2008 : 132 000), les Vietnamiens (2001 : 24 000, 2008 : 60 000), les Polonais (2001 : 16 000, 2008 : 22 000). La majorité des étrangers en République tchèque était donc composée de migrants en provenance des pays de l'ancien bloc de l'Est.

Le nombre d'étrangers a légèrement diminué après la crise, entre 2008 et 2010, d'environ 14 000 unités, mais en 2010 il a à nouveau augmenté. L'origine des immigrés a quelque peu changé en faveur des migrants originaires des pays de l'UE et au détriment des immigrés en provenance d'autres pays. Il y avait 450 000 étrangers en Tchéquie en 2014.

Les entreprises, l'État, la société civile

Les enquêtes confirment aujourd'hui que les entreprises considèrent à nouveau le manque de main d'œuvre comme un problème. De nombreux représentants du capital évoquent donc les réfugiés comme une substitution potentielle par manque de ressources intérieures et des ressources étrangères traditionnelles. « *Les employeurs, au moins ceux qui sont représentés par nos soins, sont prêts à contribuer à l'approche de la crise des migrants, non comme une menace mais comme une opportunité* » a déclaré le vice-président de l'Alliance de l'industrie et des transports. Il a ajouté que les entreprises sont immédiatement prêtes à accepter et à intégrer 5 000 réfugiés. Bien sûr, ce n'est pas une vision humanitaire. « *J'ai peur que notre attitude (c'est-à-dire l'attitude anti-réfugiés de l'État) ne paie pas. Si les Allemands emploient des réfugiés, ils obtiendront les meilleurs... Et les moins compétents se déplaceront en Tchéquie* » a déclaré Vladimír Dlouhý, le patron de la chambre de Commerce.

Mais l'État tchèque n'a pas choisi la voie allemande. L'État tchèque se considère simplement comme nationaliste : « *Nous aiderons certains réfugiés mais nous ne permettrons pas que quelqu'un nous dicte des quotas* » (Déclaration du premier ministre social-démocrate), « *Orbán a une très bonne politique* » (Déclaration du ministre social-démocrate de l'intérieur) et encore « *L'Islam signifie seulement la terreur* » (Déclaration du président, ancien député et chef du parti social-démocrate).

L'État a toujours été très prudent vis-à-vis des migrants même avant la crise. L'expression des besoins des entreprises en faveur de l'emploi plus rapide et plus facile d'étrangers devait se traduire par la création d'une sorte de carte verte. Mais le ministre de l'intérieur (qui a considéré les migrants comme un problème de sécurité) est devenu le principal protagoniste du nouveau projet, en lieu et place du ministre de l'industrie et des entreprises (qui défendait les intérêts du capital). Résultat ? Le ministère de l'intérieur a choisi douze pays qui pourraient constituer une source pour les migrants titulaires d'une carte verte, à l'exclusion de l'Ukraine et du Vietnam. En outre, les négociations ont été tellement lentes que la carte verte n'a pas été introduite avant 2009, alors que la demande de main d'œuvre avait déjà été ralentie par les répercussions de la crise. Pourtant, au début de la crise, l'État s'était montré capable d'agir plus rapidement : en avril 2009, il a cessé l'acceptation des demandes de visas au jour le jour et il a strictement limité les demandes en imposant des quotas non publics après la restauration de leur acceptation, l'État a immédiatement commencé à faire des contrôles de police et des raids. L'immigration a diminué de quelques dizaines des milliers d'étrangers par an à quelques centaines.

Jusqu'à maintenant, le seul résultat conséquent est le plan du ministère de l'industrie et du commerce pour importer 500 travailleurs très qualifiés et 5 000 moyennement qualifiés. Mais qu'est-ce que les entreprises veulent vraiment ? Selon l'association tchèque des exportateurs, déjà citée, en mars 2016, les entreprises s'intéressent d'abord à la main d'œuvre provenant d'Ukraine, puis du Vietnam, de la Biélorussie, la Russie et ensuite aux Européens (Bulgarie, Roumanie et

Moldavie) et seulement après, éventuellement, à ceux provenant de Syrie (les Slovaques ne sont pas considérés comme des étrangers).

Aujourd'hui, l'attitude dédaigneuse de l'État envers les réfugiés est liée à sa vision : c'est à lui de choisir une main d'œuvre qualifiée sélectivement (on peut citer le projet de carte verte et celui de recruter la main d'œuvre qualifiée provenant uniquement d'Ukraine). Mais l'attitude de l'État est surtout liée au nationalisme, pas seulement le sien mais aussi au nationalisme généralisé au sein de la société civile. L'attitude anti-réfugiés imbibé la société de la même façon que l'attitude anti-Roms il y a cinq ans. Mais tandis que les manifestations très hostiles contre les Roms étaient produites par les impacts de la crise (et vu l'incapacité de la classe ouvrière à réagir contre la crise au moyen de la lutte de classes), la haine récente contre les réfugiés est beaucoup moins basée sur la réalité économique d'un cycle fort du capital. Et cette attitude ignore bien sûr la situation réelle générale parce que le peu des musulmans qui vit en Tchéquie ne peut être perçue comme des criminels et qu'aucun réfugié musulman ne veut y rester.

Mais on ne peut pas rapporter cela au seul racisme quotidien contre les musulmans : il s'agit aussi d'un « pur » nationalisme tchèque reposant sur l'expérience de longue date de l'occupation nazie et, plus récente, du colonialisme russe qui s'était déjà exprimée dans les aspects nationalistes de la révolution de velours en 1989. Son expression comme « noble » paternalisme et sa domination silencieuse sur « la Slovaquie arriérée » avant la scission de 1993 étaient plus que visibles dans la haine anti-Roms mais aussi dans la défense populaire de la souveraineté tchèque contre l'Union européenne. Ce dernier point indique un grand changement par rapport à 1989 et la demande du « retour à l'Europe », certes avec un peu moins d'enthousiasme que dans les autres pays de l'Est, et jusqu'ici, les sentiments anti-européens s'exprimaient surtout dans la condamnation des « défenseurs des droits de l'homme européens » soutenant les Roms.

Ce nationalisme se renforce d'un autoritarisme et de la condamnation des composantes les plus faibles de la classe ouvrière et de la société en général (incluant, par exemple, les enfants handicapés mentaux lors d'une récente campagne pour leur refuser l'accès à l'école) et de leurs soutiens « naïfs ». Cette absence de solidarité est sans aucun doute le produit de l'atomisation de la classe ouvrière, incapable de créer une collectivité élémentaire en réaction à ces actes, incapacité elle-même produite par l'absence de luttes collectives.

Tous ces éléments trouvent leur expression et leur catalyseur dans le regroupement « *Islám v České republice nechceme* » (Nous ne voulons pas d'Islam en république tchèque) et le « *Blok proti islámu* » (Bloc contre l'Islam), les amis tchèques de Pegida⁴⁶ et d'AfD, mais de façon encore plus saillante dans le Président de la République dont la figure de dirigeant du peuple ordinaire prend de l'importance. Son récent (et plus que chaud) accueil du président de la Chine a été une manifestation d'« indépendance et de souveraineté » et d'intérêt national avec un message clair et répété : la Tchéquie n'est plus prisonnière de la politique étrangère de l'Union européenne et des USA, mais poursuit sa propre politique économique.

Les attitudes plus anciennes de la société civile contre les réfugiés (dont toutes les classes sont pénétrées) proviennent de la réalité économique d'autant plus que celle-ci est comprise et respectée comme les intérêts du capital. Le Tchéquie reçoit des dotations européennes et le système Schengen est un élément clé car l'économie tchèque est intégrée au marché européen et à son cycle productif. Selon une étude de la banque UniCredit, la Tchéquie et la Slovaquie sont les deux pays avec les plus grands échanges extérieurs. L'espace Schengen contribue, aujourd'hui, pour plus de 70 % au commerce extérieur tchèque et il a permis, entre 2004 et 2014, une croissance de 70 % des exportations et une croissance de la production de 40 %. Le nationalisme étroit de la classe ouvrière (qui ayant échoué à défendre ses intérêts matériels de base n'a pas créé un espace pour développer sa compréhension politique) contraste avec l'internationalisme du

⁴⁶ Pegida : « *Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes* » (Les Européens patriotes contre l'Islamisation l'Occident) mouvement d'extrême-droite, proche du FN, fondé en octobre 2014, anti-Islam et donc anti-immigrés. Il organise des manifestations hebdomadaires, d'abord à Dresde, puis dans d'autres villes d'Allemagne et en Europe, contre les musulmans et l'immigration.

capital global et des capitaux individuels qui comprennent plus clairement les conditions économiques au sein du cycle capitaliste.

L'immigration en Tchéquie (et aussi l'émigration des tchèques) est liée au cycle capitaliste mais n'est pas en harmonie avec lui à 100 %. Les besoins d'accumulation n'ont pas plus été en phase avec la pénurie de force de travail avant 2009, qu'ils n'ont été traduits immédiatement dans la réalité d'aujourd'hui et ce pour plusieurs raisons.

Le cas italien

Jusqu'au début des années 1980, l'arrivée de migrants était un phénomène qui, sans être inexistant, était presque inconnu en Italie, pays dont la population, principalement du Sud, avait plutôt l'habitude d'émigrer vers le Nord de l'Europe. C'est seulement à cette époque que commencèrent à arriver en Italie de nombreux groupes d'immigrants à la recherche d'un emploi. En particulier, entre 2001 et 2011 selon les données du recensement, la population immigrée résidant en Italie est passée de 1 300 000 à plus de 4 millions.

Du point de vue démographique, selon l'Istat, le taux de natalité en 2015 en Italie est de 1,35 enfant par femme (contre 1,46 en 2010 avec une diminution progressive depuis), soit l'un des plus bas des pays européens. Toujours selon l'Istat le nombre de décès en 2015 en Italie est de 653 000 avec une augmentation de 9,1 % par rapport à 2014, où il était de 598 000. Une telle augmentation, selon l'Institut, serait due en partie à des effets structurels du vieillissement de la population car la mortalité est concentrée sur les classes d'âge les plus âgées (75-95 ans).

Selon le Dossier statistique de l'immigration de 2015, il y avait en 2014 en Italie 5 421 000 immigrants (dont 3 979 208 provenant des pays hors UE), soit 8,2 % de la population totale. Entre 2008 et 2014, le taux d'emploi des immigrés a chuté de 8,5 %, contre 2,7 % pour les Italiens. Selon le même Dossier, les recettes fiscales liées aux immigrants atteignaient, en 2013, 16,6 milliards d'euros tandis que les sorties atteignaient 13,5 milliards. Dans le paysage productif italien, fortement caractérisé par une main d'œuvre non qualifiée, la part des immigrés est cinq fois plus importante que celles des italiens. Du point de vue salarial, un immigré hors UE gagne mensuellement 942 euros contre 1 326 euros pour un Italien.

Du point de vue de l'emploi, lors du 1er semestre 2014, les immigrants ayant un emploi étaient 2 441 251, représentant 11 % du total, concentré principalement dans les régions du Nord. En ce qui concerne l'impact par secteur d'activité, il y avait : 39,3 % de l'emploi dans le secteur des services, pour la collectivité et à la personne, 19,2 % pour les hôtels et les restaurants, 18 % dans le BTP, 17,1 % pour l'agriculture, 10,5 % pour l'industrie et 10,3 % pour les transports, 6,4 % pour le commerce et 6,2 % pour les services aux entreprises et autres activités professionnelles. Bien qu'il n'y ait aucune donnée officielle, le recours au travail au noir, notamment dans les secteurs de la construction et l'agriculture est très élevé. Dans le BTP, il s'agit, pour la plupart, de petites entreprises, souvent dirigées par des immigrants qui se sont mis à leur compte.

Dans l'agriculture, il y a une migration interne réelle des travailleurs immigrés, principalement africains, en fonction de la saisonnalité des différentes cultures. Dans ce domaine, en plus des salaires particulièrement bas (20 à 30 euros pour une journée de travail allant jusqu'à 10 heures), nous assistons à un phénomène de recrutement particulièrement vexatoire (le caporalat). Souvent, les immigrés sont forcés de vivre dans un bidonville, sans les conditions minimales d'hygiène (constructions précaires où il n'y a pas d'eau potable, d'assainissement, de lumière et de chauffage).

Du point de vue économique, depuis 1990 déjà, l'Italie présente un taux de croissance parmi les plus bas de l'Europe. La récession consécutive à la crise de 2008 a fait que, si en 2014 le taux de chômage est officiellement de 12,9 %, en même temps le PIB et le taux de chômage semblent donner de faibles signes d'amélioration.

Il n'y a pas de prise de position, pour ou contre, des patrons vis-à-vis de la dernière vague de migration. Ceux-ci semblent surtout intéressés par les mesures du gouvernement pour réformer le marché du travail et les avantages fiscaux complémentaires relatifs au recrutement. Il n'y a pas

de pénurie de la main-d'œuvre (encore moins de main d'œuvre qualifiée) en ce moment en Italie, pas plus qu'un prolétariat particulièrement combatif qui s'opposerait à la concurrence d'une masse de personnes désespérées.

Dans ce contexte, la vague migratoire intervenue en Europe en 2015 a surtout concerné l'Italie comme point d'entrée dans l'UE, pour rejoindre les pays de l'Europe du Nord. De fait, la principale préoccupation pour l'Italie – et pour le gouvernement qui n'a pas montré de signe de fermeture envers les immigrants – a été de porter secours et d'empêcher la mort certaine de milliers de migrants arrivant d'Afrique du Nord par bateaux en traversant la Méditerranée. En ce moment (mars 2016), il y a dans les centres d'accueil, 100 000 migrants, selon les déclarations du ministre de l'Intérieur, Angelino Alfano.

Nonobstant cela, cette arrivée de migrants et les « préoccupations » engendrées chez les prolétaires – dues à la situation économique et au chômage, au manque d'emplois, aux difficultés quotidiennes et à la diminution des aides de l'État –, sont devenues le cheval de bataille du parti anti-immigrés, la Ligue du Nord, qui a signé dernièrement un pacte d'alliance avec le Front National et qui, selon les sondages, atteindrait les 14-15 % de votes au niveau national en cas d'élection. Un pourcentage beaucoup plus important si on ne considère que les régions du Nord, son bastion historique (contrairement au Sud où elle est quasi inexistante), jusqu'à devenir le parti le plus important de la coalition de Centre-Droite⁴⁷.

Comme on le voit, dans un contexte où perdurent les difficultés économiques, il est difficile d'espérer, à moins d'un bouleversement dont on ne voit pas les traces, des signes de solidarité pratique en direction des migrants qui arrivent.

Le cas grec

La grande majorité (85 %) des migrants arrivés en 2015 en Europe par la Méditerranée est entrée par la Grèce. Pas moins de 108 000 personnes sont arrivées en décembre dernier, portant le total pour 2015 à 880 000 selon les statistiques de l'Agence Frontex. Le rythme des arrivés a cependant ralenti, avec 150 000 nouveaux migrants au cours du premier trimestre 2016. Les réfugiés comprennent 27 % d'enfants et 78 % d'hommes parmi les adultes. Les Syriens sont les plus nombreux (59 %), devant les Afghans (24 %) et les Irakiens (8 %). Ces chiffres ne devraient pas baisser vu que la majorité des arrivants ont l'intention de faire venir leurs familles s'ils obtiennent un statut de réfugiés.

Une situation plus que difficile pour un pays avec déjà 25 % de chômage et une crise financière et économique qui n'est pas jugulée. Le gouvernement de Syriza a multiplié les gestes symboliques de solidarité avec les réfugiés, mais en veillant bien à ce qu'ils ne coûtent rien. Ainsi, la torche olympique passera par le camp de réfugiés d'Eleonas, près d'Athènes, et un réfugié sera parmi les porteurs de cette torche. Maigre consolation pour les plus de 40 migrants qui se sont encore noyés au large de l'île de Kalolimnos, le 22 janvier. La construction de camps de transit pour les réfugiés dans les îles de Lesbos, Kos, Samos, Chios et Leros, ainsi qu'au Pirée se heurte à de dures manifestations organisées par le parti fasciste Aube Dorée, avec un soutien des populations locales.

Syriza avait protesté contre la construction du mur d'Evros à la frontière turque. Arrivé au pouvoir, ce parti explique que la destruction de ce mur, qui éviterait aux réfugiés la dangereuse route maritime, est techniquement impossible.

Pour ralentir l'afflux de réfugiés, la Commission Européenne et l'État grec ont envisagé une fermeture des frontières du pays, qui sortirait de facto de l'espace Schengen. Une fermeture coordonnée avec celle de l'État turc puisqu'Alexis Tsipras a négocié, lors du sommet de Davos avec son homologue turc Ahmet Davutoglu, la possibilité de renvoyer en Turquie les migrants en provenance de ce pays. Cette politique a été confirmée par les derniers accords entre les États allemand et turc, scellés ensuite par un accord européen. Cette fermeture des frontières, l'UE refusant l'entrée aux migrants des pays dit « sûrs » qui ne peuvent prétendre au statut de « réfugié

⁴⁷ Dans les régions du Centre, elle a connu aux dernières municipales de 2015, une croissance là où la Gauche était aux affaires.

», risque de bloquer en Grèce les centaines de milliers de réfugiés qui n'aspirent qu'à rejoindre les pays nordiques, l'Allemagne et le Royaume-Uni qui leur offrent de meilleures possibilités d'emploi et un meilleur accueil. Il y a actuellement plus de 52 000 réfugiés en Grèce. Le plan de répartition des réfugiés mis en place par l'UE est censé résoudre cette équation. Mais la fermeture d'une frontière ne fait que pousser à l'utilisation de nouvelles routes. Déjà des « mafias » albanaises travaillent à l'ouverture de nouveaux chemins, par la Bosnie et la Serbie.

Yannis Stournaras, le président de la Banque de Grèce, a rappelé dans une interview au Financial Times que les principaux avantages tirés de l'afflux de réfugiés bénéficient aux pays destinataires dans lesquels ils vont travailler, alors que les pays de transit subissent un coût important. Selon les calculs de la Banque de Grèce, le coût direct sera en 2015 de 0,3 % à 0,4 % de son PIB, soit plus de 600 millions d'euros, les coûts indirects étant plus élevés. Si la situation économique de son pays est moins négative que ce qui était attendu (production industrielle, chômage, confiance, etc.), l'afflux de réfugiés pèse toutefois lourdement sur les comptes du pays. D'autres calculs faits par le FMI estiment à 0,17 % du PIB le coût fiscal de l'immigration pour la Grèce en 2015. Un pourcentage supérieur à la moyenne dans l'UE (0,14 %) et plus de trois fois supérieur aux 0,05 % de la France. Les réfugiés n'ayant pas l'intention de demeurer en Grèce, ils n'auront aucun effet positif à long terme sur l'économie du pays.

La très forte concentration de migrants dans quelques îles (la moitié pour la seule île de Lesbos⁴⁸) a fortement perturbé l'activité touristique de ces lieux, pointe un rapport de la Banque de Grèce. Les grands opérateurs touristiques ont déjà mis en garde sur une baisse de l'activité dans ce secteur pour 2016. Le commerce international de la Grèce est également affecté par les fermetures des grandes voies d'échanges. Cette situation devrait également réduire les investissements étrangers sur lesquels comptait la Grèce. Toutefois, les économies locales bénéficient, autour des points de contrôle et d'hébergement, des dépenses effectuées par les nombreux membres des ONG venues apporter de l'aide aux réfugiés. Une partie de ces derniers, disposant encore de réserves monétaires, dépensent également pour se loger et se nourrir, au bénéfice de la petite bourgeoisie locale. En échange de la coopération de la Grèce avec les programmes de l'UE, les dirigeants européens, et en particuliers allemands, ont laissé entendre que la question de la dette grecque serait réexaminée avec plus de « compréhension ». L'effondrement de l'économie grecque mettrait l'État dans l'impossibilité de jouer le rôle de gare de triage que veulent lui faire jouer les autres États européens.

Entre 1990 et 2010, des entreprises grecques, principalement dans l'agriculture, ont rudement exploité les immigrés, souvent en provenance d'Asie. Les travailleurs immigrés ne se sont pas toujours laissés faire. En 2013, à Manolada, un village de l'ouest du pays, des ouvriers originaires du Bangladesh et employés au ramassage des framboises, se sont mis en grève contre d'importants retards dans le paiement de leur salaire de 22 euros par jour. Et encore, le patron gardait 6 euros pour la nourriture et le « logement ». Armés de bâtons, ils ont réclamé leur dû mais se sont fait tirer dessus par les sbires du patron. À Lesbos, des travailleurs albanais employés à la culture des olives ont obtenu une augmentation de salaire après une lutte qu'ils avaient menée eux-mêmes.

Mais depuis, l'arrivée de migrants de Turquie a bouleversé la donne. L'économie locale (les petits commerces et les services) a prospéré sur le dos des migrants en leur vendant des marchandises et des services à des prix élevés. Un autre secteur prospère en Grèce sur les migrants, les compagnies de transport maritimes qui se font payer par l'État pour transporter les migrants de Lesbos à la Grèce continentale (et maintenant en les ramenant en Turquie) et assurent, par cette aubaine, une activité continue en attendant le retour des touristes lors de la période estivale.

Dans les grandes villes les immigrés ne trouvent bien sûr pas de travail. Les seules possibilités sont de travailler pour les mafias locales ou devenir vendeur de rue, un job sous la coupe des mêmes mafias.

⁴⁸ 1 632 km² et 55 000 habitants.

Certains se sont organisés avec des groupes locaux pour réduire le harcèlement de la police. Les réfugiés ont également commencé à ne plus accepter d'être parqués. Les révoltes se multiplient à Lesbos et depuis peu à Idomeni, à la frontière avec la Macédoine.

Crise migratoire et crise européenne

La « crise migratoire » est le révélateur et non la cause de l'incapacité de l'Europe à s'ériger comme une entité intégrée sur les plans politiques, économiques et militaires

La vague actuelle de migration, conjuguée à la réactivation de la menace terroriste suite aux attentats en France en 2015 et en Belgique en 2016, a alimenté des tensions déjà existantes dans l'espace européen, en montrant le manque de réponses coordonnées et en renforçant les replis nationaux. En effet, politiquement et pratiquement, les États européens sont divisés sur la gestion des flux migratoires et n'agissent globalement pas de manière centralisée mais en s'appuyant d'abord sur des réflexes souverains, en fonction des intérêts particuliers des partis aux commandes des exécutifs et compte tenu des expressions de leur société civile.

Face aux difficultés à contenir les flux migratoires, autrement dit d'assurer le contrôle aux frontières extérieures de l'espace Schengen, particulièrement sur la frontière gréco-turque où sont passés près de 85 % des migrants en 2015, mais également de s'accorder sur une politique migratoire européenne harmonisée, l'érosion de l'espace de libre circulation s'est accéléré à partir de septembre 2015. Une dizaine d'États ont pris des initiatives unilatérales – puis pour la première fois multilatérale entre l'Autriche et des pays des Balkans – pour rétablir des contrôles temporaires plus ou moins contraignants aux frontières intérieures de l'espace Schengen. Certains États ont même érigé des clôtures anti-migrants pour freiner l'entrée de réfugiés sur leur territoire.

Aujourd'hui, l'Allemagne du gouvernement Merkel défend résolument une solution européenne, en vue d'une unification politique et opérationnelle plus poussée. Cette politique est toutefois contestée à l'intérieur même de la coalition au pouvoir en Allemagne et avec plus de force depuis les événements de Cologne⁴⁹. À l'opposé, en Hongrie, Orbán est très actif dans l'approche défensive du territoire européen à ses frontières extérieures (Grèce, Macédoine, Bulgarie) et s'est prononcé contre les quotas de relocalisation. La France a connu une accélération sécuritaire après le 13 novembre 2015. Le gouvernement veut rétablir un contrôle systématique et approfondi aux frontières extérieures de l'Union, mais aussi aux frontières intérieures. La Grèce apparaît comme le maillon faible de l'UE, incapable de remplir ses obligations de contrôle aux frontières extérieures mais surtout d'enregistrement et de stockage des entrants. L'Autriche a donc coordonné, sans la Grèce, une fermeture de la frontière entre la Grèce et la Macédoine et une gestion chiffrée du nombre de migrants arrivant sur son territoire, indifférente au risque de transformer la Grèce en gigantesque camp de réfugiés. Enfin, le Royaume-Uni prépare un référendum sur la sortie de l'UE. Cameron plaide pour le maintien dans l'UE et négocie en même temps d'importants assouplissements de l'application des règlements européens sur son territoire ; en particulier concernant le versement d'allocations aux étrangers en situation régulière et les restrictions à l'entrée de main-d'œuvre en provenance des autres pays de l'UE (remettant en cause la libre circulation et la non-discrimination entre citoyens de l'UE).

Un des piliers de l'UE est ainsi actuellement mis à mal. La « crise de Schengen », doublée d'une menace sécessionniste de la Grande-Bretagne (ledit Brexit), illustre le défaut d'intégration économique et politique selon plusieurs lignes de fracture entre États :

- Ouest versus Est : en Europe de l'Ouest, des rassemblements, de taille variable selon les pays, ont été organisés en faveur de l'accueil des demandeurs d'asile, notamment après le scandale suscité par la mort du petit Aylan en Méditerranée. En Europe centrale, en revanche, ce sont des manifestations anti-migrants qui ont été numériquement plus importants à Varsovie, à Prague ou à Bratislava.
- Intérieur versus extérieur : les pays frontières au sud, Italie et Grèce, reçoivent en première ligne les migrants et ne sont plus en mesure d'y faire face, demandant de l'aide

⁴⁹ Voir MC bulletin n° 9, œuvre citée.

(financière, logistique) mais aussi une relocalisation rapide des migrants (ce qui correspond à la mise en cause du règlement de Dublin⁵⁰).

L'Union européenne s'est constituée comme un espace d'échanges commerciaux facilités par la libre circulation des marchandises et des personnes et la création d'une monnaie commune. Cependant, l'UE se présente d'abord comme une association d'États ou plutôt, à la différence des États-Unis, une juxtaposition d'États souverains sans union politique et militaire (pas d'armée, pas de politique économique et extérieure commune, et donc pas de politique migratoire ou de régime d'asile commun, etc.). Le symptôme de ce défaut de centralisation se manifeste lors de crises (économique, migratoire) qui entraînent systématiquement des menaces de fissure de l'UE (Grexit, Brexit) et des demandes d'ajustement (voire des remises en cause) des accords.

Après de longs marchandages et tractations, un accord final préparé par l'Allemagne et les Pays-Bas a été signé entre l'Europe et la Turquie le 19 mars 2016 sur la question des migrants. Cet accord est un reflet de la désunion de l'Europe sur les questions politiques, économiques et financières ainsi que le montre la prégnance du repli nationaliste des différents membres de l'UE, et pas seulement de ses membres de l'Est. Cet accord est aussi la formalisation d'une situation de fait puisqu'il acte les multiples rétablissements de frontières intérieures dans plusieurs pays d'Europe. Et bien sûr, cet accord est avant tout un accord de sauvetage de l'espace Schengen, menacé de se fissurer depuis des mois et un sauvetage de la Grèce de plus en plus mise en difficulté par le confinement des migrants sur son territoire. Cet accord reflète enfin le sentiment de méfiance et de repli sectaire des différentes sociétés civiles vis-à-vis des migrants. Sentiment exacerbé par les récents attentats sur les territoires français et belge.

Profitant de cette occasion, la Turquie a réintégré le jeu des négociations en vue de son intégration à l'Europe. Ces dernières années, la Turquie avait fait un certain nombre de « mauvais » choix économiques et stratégiques ; tentant de s'émanciper de la tutelle américaine, elle s'était tournée d'un point de vue économique vers l'aire russe, mais avait perdu un allié lors du renversement des Frères musulmans en Égypte en 2013. Le conflit syrien lui a permis de se remettre en selle, en utilisant largement les réfugiés syriens comme variable géostratégique et comme monnaie d'échange, malgré la dégradation de ses relations avec Moscou.

En échange de l'implication de la Turquie, l'Europe s'engage à verser 6 milliards d'euros à Ankara afin de développer, en Turquie, l'accueil des réfugiés ; à libéraliser les visas pour ses ressortissants dès juin ; et à relancer les négociations d'adhésion. Avec cet accord, l'Europe soustraite à la Turquie la sélection des migrants pour l'Europe et tente également de casser l'activité des passeurs. À partir du 20 mars 2016, l'accord prévoit que tous les migrants en « situation irrégulière » arrivant en Grèce via la Turquie y seront renvoyés, ainsi que ceux qui se trouvent actuellement en Grèce et qui soit n'y demandent pas l'asile, soit ont été déboutés du droit d'asile. Ankara devait entamer les retours dès le 4 avril. Les migrants qui demanderont l'asile en Grèce verront leur demande traitée selon une procédure d'asile individuelle accélérée, conforme à la législation internationale. Seuls ceux dont le droit d'asile a été reconnu (lesdits réfugiés) pourront rester en Grèce. En outre, pour chaque réfugié syrien qui sera renvoyé en Turquie, un Syrien se trouvant dans un camp turc sera réinstallé en Europe. L'un des plus grands problèmes sera la réinstallation effective des réfugiés syriens de Turquie en Europe. 72 000 places seraient rendues disponibles. Mais ce schéma est théorique puisque sur 160 000 migrants devant être relocalisés en vertu d'un accord antérieur, moins de mille l'ont été depuis six mois.

Parallèlement, Angela Merkel nourrit le projet de constituer un « corridor humanitaire » entre la Turquie et l'Europe permettant d'accueillir de nouveaux migrants, conformément à sa ligne politique. Mais surtout, cet accord avec la Turquie s'inscrit dans la toile de fond du Plan Juncker énoncé dès mai 2015 dans les murs de la Commission européenne. Ce plan européen pour la migration a jusqu'ici permis d'enregistrer seulement des engagements à court terme

⁵⁰ Ce règlement détermine l'État membre responsable du traitement d'une demande d'asile. En pratique, il s'agit de l'État par lequel un migrant est entré dans l'UE (ou, si c'est le cas, l'État qui lui a délivré un permis de séjour) et où il sera donc renvoyé s'il introduit une demande de séjour dans un autre État. La dynamique concrète des flux migratoires ne correspond pas à la logique du règlement de Dublin. Par exemple, la Suède et l'Allemagne sont les pays qui reçoivent le plus de demandes d'asile, alors qu'il est quasiment impossible d'y entrer directement.

(renforcement de l'Agence Frontex, relocalisation sur une base volontaire, soutien financier et logistique à l'accueil et à l'enregistrement dans les pays d'entrée dans l'UE, opérations renforcées de lutte contre les réseaux de trafic). Il se heurte en effet à l'opposition farouche de certains États (Danemark, Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Royaume-Uni) en matière de quotas de relocalisation. Pourtant, la perspective à long terme de ce plan consiste notamment à développer une politique d'asile et de migration commune qui, au plan de l'emploi, permettrait aux employeurs de « manifester leur intérêt » afin de recruter en priorité, parmi les migrants, la main d'œuvre correspondant à leurs besoins.

L'accord avec la Turquie permet également de sauver la communauté économique européenne (voire d'éviter un hypothétique Grexit) et d'endiguer la spirale du repli nationaliste, qui serait à terme fort coûteuse pour le capital. Au plan économique, la mise à mal de l'espace Schengen entraînerait des difficultés diverses, notamment pour le transport de marchandises, l'activité touristique et pour les entreprises employant des travailleurs frontaliers (et pour les travailleurs frontaliers eux-mêmes). L'Institut France Stratégie estime que le rétablissement des contrôles aux frontières aurait un impact direct de 0,8 point de PIB pour les pays Schengen, soit 110 milliards d'Euros à l'horizon 2025. Le commerce entre pays de la zone diminuerait, quant à lui, structurellement, de 10 % à 20 %.

En guise de conclusion

Les politiques mises en place par les différents États vis-à-vis des migrants ne sont pas exclusivement corrélées aux impératifs de la valorisation des capitaux établis dans ces États (à court, moyen et long termes) et elles ne se réduisent pas mécaniquement à la seule logique économique. Elles sont également traversées par des courants qui agitent la société civile et par différentes contradictions internes. Au-delà de la question des migrants, cela questionne une fois de plus la nature de l'Europe, un assemblage hétéroclite et très incomplet d'États. La devise de Merkel vis-à-vis des gouvernements « *ceux qui profitent de l'Europe doivent participer à l'effort commun* » est une première tentative d'une autorité « centrale » en vue d'agir sur les politiques « locales ». Et l'Allemagne a déjà frappé à la porte pour aligner l'Europe sur ses propres intérêts économiques et géopolitiques.

Au sujet des politiques migratoires des différents États, la position de l'Allemagne (État fort, central, de la zone européenne) est guidée par une intelligence claire, de la part de son exécutif, des conditions à remplir dès maintenant pour maintenir un niveau suffisant d'accumulation capitaliste dans un futur proche et ce en dépit de l'opinion xénophobe d'une partie de sa société civile. Le cas de la Hongrie, lui, dénote la réaction d'un État plus faible qui privilégie un repli sur soi conditionné en partie par les réactions de sa société civile, incapable de saisir l'opportunité d'acquérir des forces de travail à moindre coût (car majoritairement formées dans leur pays d'origine).

Rappelons, au passage, que tout État capitaliste réalise et exprime plusieurs fonctions qui sont les suivantes :

- Conseil d'administration de la bourgeoisie, garant du bon fonctionnement de la valorisation et représentant des différentes fractions de capitaux opérant au sein du même marché intérieur (pour cela il doit maintenir des conditions optimales pour la valorisation, telles que l'assurance de la paix sociale, le développement d'infrastructures appropriées, etc.) ;
- Capitaliste individuel avec ses intérêts propres (qui peuvent être en contradiction ou pas avec les intérêts de certaines franges des classes dominantes internes voire même avec ceux de sa propre nation). Capital individuel très spécial car doté à la fois du monopole de son marché intérieur et de la faculté de faire porter le poids de son bilan sur la société civile tout entière comme nous l'a montré la gestion de la crise récente ;
- Représentant des aspirations des différentes branches de la société civile pour autant que celles-ci s'inscrivent dans les limites du système (classes, corps intermédiaires, etc.).

Ces trois rôles de l'État peuvent bien sûr entrer en contradiction les uns avec les autres et tantôt, c'est tel aspect de l'État qui primera sur tel autre en fonction des rapports de force ou des nécessités de la valorisation. De rudes luttes politiques à l'intérieur des classes dominantes révèlent que les choix de gouvernance ne répondent pas seulement à des préoccupations purement objectives. Chaque choix politique est un pari sur l'avenir, et même les États « plus intelligents » peuvent faire un calcul erroné. Enfin, un État peut être plus ou moins efficace dans la mesure où sa société civile est en « bonne santé » et peut produire et former des personnes capables de gérer efficacement l'État.

Face aux divisions entre prolétaires imposées par les États, la réponse de la classe ouvrière doit être sans équivoque : solidarité active envers ses frères de classe victimes de la xénophobie et du chauvinisme engendrés par le capital et exercice de son pouvoir direct pour détruire le capital et son État.

D'une manière générale, les débats induits par ladite question des migrants, et animés par les différents partis du capital (dans tous les États) sur les concepts de nation, citoyenneté, droit du sol/droit du sang, intégration/séparation, tolérance, identité, droits civils des étrangers, différence/assimilation etc., sont la plupart du temps suivis par des mesures anti-étrangers très concrètes et efficaces. Les sociétés civiles des pays forts du MPC sont malheureusement sensibles aux arguments agités à dessein par les cercles de propagande des classes dominantes du fait de l'absence persistante de la classe exploitée du théâtre de la lutte des classes. Que ce soit durant les périodes de crise et de marasme ou lors des périodes de reprise économique, les États tentent toujours d'exacerber la concurrence parmi les salariés. Si la lutte de classe n'y met pas un terme, alors cette concurrence entre prolétaires mène à une guerre civile explicite ou larvée, « *guerre des pauvres* » pour la gloire de l'exploitation.

Les États démocratiques accroissent sans cesse les mesures légales encadrant l'accès de la main d'œuvre étrangère au marché intérieur du travail et par voie de conséquence pour l'ensemble des prolétaires « nationaux ». Ces États encouragent et reproduisent le nationalisme, la xénophobie, le racisme, le sexisme, bref toutes les formes possibles de division de la classe ouvrière. Pour maintenir l'ordre et la cohésion sociale, les États soufflent indifféremment le chaud de l'« exclusion » et le froid de l'« intégration ». Toutes les sociétés civiles de tous les États sont poussées, sollicitées par leurs classes dominantes pour les soutenir. Ce qui fondamentalement oppose les différents États, c'est uniquement la méthode par laquelle ils tentent d'obtenir l'inéluctable accroissement des exclusions et des inégalités, manifestation concrète de la surpopulation relative.

Certains, comme en Hongrie, poussent à la création de milices privées radicalement anti-ouvrières capables de mener des expéditions punitives contre des travailleurs « étrangers », d'autres en appellent à l'État pour que ce dernier se mobilise et les « protège » en exerçant légalement son monopole de la violence. Le grand retour sur la scène européenne des nationalismes, de la question religieuse, du culte des « racines », des traditions et des spécificités culturelles, en un mot de toutes sortes de divisions, sert à masquer l'exploitation universelle de l'écrasante majorité des êtres humains; il sert aussi à former, autour de la fraction bourgeoise correspondante, un bloc social réactionnaire qui ne peut plus trouver son fondement dans l'expansion des « acquis » sociaux. Les belles idées cosmopolites et libérales des moments de croissance des marchés cèdent aisément la place aux paroles et aux actes xénophobes, à la lutte contre les ennemis intérieurs et extérieurs et au combat acharné pour l'ordre de l'exploitation.

Face à ces forces réactionnaires agissantes, l'unique classe à même d'arrêter le massacre⁵¹ et de renverser ce système, c'est le prolétariat. C'est la seule classe qui n'exploite personne alors qu'elle est elle-même la plus exploitée, c'est la seule qui n'a pas de patrie et qui est présente partout dans le monde. Si cette classe se répartit en nationalités, ethnies, races, communautés

⁵¹ Nous faisons notamment référence aux milliers de « migrants » qui se noient chaque années dans les eaux de la Méditerranée en fuyant leurs conditions d'existence misérables.

religieuses, sexes distincts elle n'en a pas moins des intérêts uniques qui convergent dans la lutte unitaire internationale contre les exploités et les oppresseurs du monde entier. Mener le combat contre sa propre bourgeoisie est une condition essentielle et préalable pour faire en sorte que nos frères de classe « migrants » ne soient pas happés par des idéologies et des formations nationalistes, communautaires ou religieuses qui mettent tout en œuvre pour les séparer et les opposer davantage aux autres prolétaires.

Ce combat, la classe prolétarienne doit le mener et le porter seule. Elle ne doit pas cependant se priver de rallier à sa cause d'autres classes subalternes, mais elle doit s'efforcer de les maintenir sur son terrain de classe et les entraîner à lutter pour ses seules revendications, faisant fi de tous les particularismes et égoïsmes présents en leur sein. Lorsque des personnes aspirent à satisfaire leurs besoins propres, la classe ouvrière doit toujours mettre en avant la lutte et l'organisation pour transformer ces revendications en pratiques vivantes et, surtout, directes, en mouvements qui préfigurent une nouvelle société fondée sur la coopération sociale et sur le dépassement de la forme étatique. La force de conviction de la classe ouvrière est directement proportionnelle à sa capacité avérée d'être un protagoniste social et politique indépendant, dans les lieux qui sont les siens (production et reproduction) : les usines, les quartiers populaires, les transports en commun, les écoles, les hôpitaux, etc. Son pouvoir de persuasion dépend, en somme, de l'exercice de son pouvoir direct pour détruire le capital et son État.

À la haine intime, personnelle, de l'autre les exploités du monde entier n'ont jusqu'ici pas opposé la haine collective de classe, pourtant ô combien urgente et nécessaire pour que cesse, à jamais, la première. Comme nous le précisons dans notre texte « *Mythes de l'immigration zéro versus réalités du marché du travail sur fond de crises de l'accumulation de capital.* » daté de 1993, pour agir contre l'ensemble des mesures répressives prises par de nombreux États capitalistes à l'encontre des immigrés il convient d'énoncer quelques revendications prolétariennes « basiques » :

- « *Défense du salaire réel direct de toutes les fractions de la classe ouvrière (autochtone/immigrée, "légale/illégale", dans les pays contractants/dans les pays sous-traitants...) : à travail égal salaire égal, augmentations de salaire égales pour tous.*
- *Défense du salaire réel indirect de toutes les fractions de la classe ouvrière : protection sociale pour tous sans discrimination, égalité des conditions d'accès au marché du travail, aux logements, à la scolarisation.*
- *Unité internationale de la classe ouvrière et des masses opprimées ayant pour but primordial de contenir voire réduire la concurrence, inévitable à l'époque du MPC, entre vendeurs de force de travail : extension à tous et à tous les pans de la production sociale des conditions contractuelles de rémunération et de travail les plus favorables (non au travail au noir).*

Pour répondre aux mesures de l'heure, visant à créer un nouvel environnement normatif, législatif et policier au "séjour des étrangers", il faut avancer des objectifs spécifiques qui, cependant, seraient dénués de sens si déconnectés de ceux qui s'attaquent au fond des choses ; les voici :

- *Totale liberté de circulation des travailleurs.*
- *Droit illimité et inconditionnel de résidence des étrangers (sans contreparties de "moralité", de changement de coutumes, de religion, de nationalité etc.), non à l'intégration républicaine, non à l'assimilation des populations immigrées*
- *Non aux expulsions, non à la double peine, non aux contrôles d'identité. »*

(Immigration zéro, p. 4-5)

LISTE DES PUBLICATIONS

DOCUMENTS DE TRAVAIL

N°1	Les 35 heures contre le prolétariat –Considérations liminaires sur les agitations des chômeurs	Juin 1998	gratuit
N°2	Nazisme et question ouvrière	Juin 2001	2 €
N°3	Modalités de l'exploitation capitaliste	Juin 2001	2 €
N°4	Critique du « concept » de la nouvelle économie	Juin 2001	2 €
N°5	Argentine : Développement du capitalisme et lutte des classes/Péronisme et classisme/Dépasser l'Argentinazo	Juin 2003	5 €
N°6	L'antimondialisation, variante moderne dégénérée du socialisme petit-bourgeois	Juin 2003	2 €
N°7	Égypte : un coup d'État au nom du peuple et de la démocratie	Novembre 2013	1 €
N°8	Question des migrants : réalité du marché du travail contre nationalisme de la société civile	Mai 2016	1 €

« Si la classe ouvrière lâchait pied, dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure »

Karl MARX,
Salaire prix et profit, 1865